



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 038

Le mardi 8 juin 2021

Président : M. Pat Finnigan



Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mardi 8 juin 2021

• (1530)

[Traduction]

Le président (M. Pat Finnigan (Miramichi—Grand Lake, Lib.)): Bienvenue à la 38^e séance du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre des communes.

Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le jeudi 4 février 2021, le Comité reprend son étude sur l'apport environnemental du secteur agricole.

La réunion d'aujourd'hui se déroule de façon hybride, conformément à l'ordre adopté par la Chambre le 25 janvier 2021. Les participants sont donc présents dans la salle ou utilisent l'application Zoom. Les délibérations seront disponibles sur le site Web de la Chambre des communes.

Pour votre gouverne...

[Français]

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le président, nous n'avons pas d'interprétation.

Le président: Il n'y a pas d'interprétation?

La greffière du Comité (Mme Alexie Labelle): Monsieur le président, voulez-vous suspendre la réunion le temps qu'on règle les problèmes d'interprétation?

Le président: Très bien, nous allons suspendre la réunion.

[Traduction]

Nous allons suspendre la séance jusqu'à ce que nous ayons réglé le problème d'interprétation.

• (1530)

(Pause)

• (1530)

Le président: Nous reprenons nos travaux.

[Français]

Je vais reprendre à peu près à la moitié si cela vous convient. Vous connaissez assez bien les lignes directrices, alors je vais continuer.

[Traduction]

J'aimerais profiter de l'occasion pour rappeler à tous les participants à cette réunion qu'il n'est pas permis de faire des captures d'écran ou de prendre des photos de leur écran.

[Français]

Pour garantir le bon déroulement de la réunion, j'aimerais vous faire part de certaines règles. Avant de prendre la parole, attendez que je vous nomme. Si vous participez par vidéoconférence, cliquez sur le microphone pour désactiver le mode sourdine. Le mi-

crophone des participants qui se trouvent dans la salle sera, comme d'habitude, contrôlé par l'agent des délibérations et de la vérification.

Je vous rappelle que toutes les observations des députés et des témoins doivent être adressées à la présidence. Lorsque vous n'avez pas la parole, mettez votre microphone en mode sourdine.

• (1535)

[Traduction]

Avant de donner la parole à nos témoins, je tiens à rappeler aux membres du Comité que la date limite pour envoyer des amendements au projet de loi C-205 est le vendredi 11 juin à midi. Les amendements doivent être envoyés à la greffière. Si vous voulez des conseils sur la recevabilité d'un amendement, vous pouvez communiquer avec le greffier législatif, Jacques Maziade. Si vous avez besoin d'aide pour rédiger des modifications, vous pouvez communiquer avec la conseillère législative Alexandra Schorah. Je ne sais pas s'il y aura des questions, mais je voulais le rappeler à tous.

Cela dit, je souhaite maintenant la bienvenue aux témoins d'aujourd'hui.

De ALUS, qui signifie, je crois, Services de diversification des modes d'occupation des sols, nous accueillons Bryan Gilvesy, directeur général, et de Farmers Edge Inc., nous accueillons Wade Barnes, directeur général, et Bruce Ringrose, responsable de la durabilité et des relations avec les intervenants.

Bienvenue à tous. Nous allons commencer par une déclaration préliminaire de sept minutes et demie.

Allez-y, monsieur Gilvesy.

M. Bryan Gilvesy (directeur général, ALUS): Merci beaucoup de m'avoir donné l'occasion d'être ici aujourd'hui.

Je suis un ancien agriculteur du comté de Norfolk, en Ontario. Je suis également cadre en résidence à l'Ivey Business School. Mais aujourd'hui je compare à titre de PDG d'ALUS.

Pour mettre en contexte mes fonctions au sein d'ALUS, j'ai été le troisième agriculteur à participer à ce programme en 2006. J'ai grandi avec ce programme, au sein de ma communauté, au point où je le dirige aujourd'hui.

En français, ALUS signifie Services de diversification des sols. Le concept est né en 2008 dans les régions agricoles du Manitoba sous le nom de plan de conservation des agriculteurs. L'acronyme signifie simplement qu'un agriculteur utilisera sa terre d'une autre façon et produira un service — un service écosystémique — qui, selon nous, a une valeur marchande.

Depuis cette date, ALUS s'est développé dans six provinces et plus de 30 communautés. ALUS est un organisme de bienfaisance canadien qui travaille avec des partenaires ruraux comme des comités, des offices de protection de la nature, des districts de bassins versants et d'autres ONG pour aider les agriculteurs et les éleveurs du Canada à restaurer et à améliorer la nature sur leurs terres agricoles ou, pour le dire autrement, les aider à modifier la façon dont la terre est cultivée.

Il est important de comprendre qu'ALUS se distingue en établissant, dans chaque collectivité où nous sommes présents, un comité consultatif sur le partenariat composé à 50 % d'agriculteurs et d'autres responsables communautaires pour évaluer le programme dans leur région. C'est devenu le secret de la prestation d'un solide programme environnemental qui croît rapidement partout au pays.

Il ne fait aucun doute que les agriculteurs canadiens sont en première ligne face aux changements climatiques. Les modifications des saisons et les phénomènes météorologiques violents affectent la production alimentaire et les moyens de subsistance des agriculteurs. Les agriculteurs et les éleveurs ALUS luttent contre les changements climatiques. Ils offrent des solutions climatiques axées sur la nature qui profitent à tous les Canadiens. Nos projets en lien aux terres humides, aux prairies, au pâturage durable et aux arbres réduisent tous les émissions de gaz à effet de serre et séquestrent le carbone, tout en procurant une foule d'avantages connexes, comme la création d'un nouvel habitat faunique — y compris pour les espèces en péril et les pollinisateurs —, la rétention et le ralentissement des eaux pluviales afin de protéger les collectivités locales qui se trouvent en aval, et l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau.

Notre organisation a la chance de travailler avec de nombreux chercheurs de tout le Canada qui nous aident à mieux comprendre les répercussions des projets de nos agriculteurs. Ces derniers constatent, et c'est désormais documenté par nos chercheurs, la rapidité avec laquelle ils obtiennent des résultats. Lorsque les projets sont bien planifiés et gérés, les avantages s'accumulent rapidement. Après un an, nos projets de restauration peuvent avoir une diversité et une abondance de pollinisateurs et d'espèces prédatrices des ravageurs des cultures égales à celles d'une zone non perturbée. Mieux encore, nos partenaires de recherche nous ont appris que rendre à l'état naturel des terres qui ne sont pas rentables pour l'agriculture aide les agriculteurs à produire plus de nourriture, même avec moins de terres, en raison de la pollinisation supplémentaire et de la protection des cultures offertes par la nature.

La recherche nous aide également à identifier les domaines les plus prometteurs en matière de climat et d'eau, ce qui garantit l'optimisation des ressources financières. Toutes les données indiquent qu'investir dans la nature par l'entremise des agriculteurs est une stratégie intelligente compte tenu des avantages qu'en retirent nos collectivités. Pour renverser la vapeur en ce qui concerne les changements climatiques, il faut que tout le monde soit sur le pont ou, dans ce cas, que les agriculteurs puissent se retrousser les manches pour changer les choses.

Depuis 2015, notre programme s'est développé et compte maintenant 31 partenariats communautaires dans six provinces, avec la participation de plus de 1 100 agriculteurs à ce jour et plus de 125 kilomètres carrés de terres. Notre organisation a pris de l'expansion pour offrir un soutien financier aux agriculteurs. Nous avons commencé humblement sous l'égide de la Delta Waterfowl Foundation, puis nous sommes devenus indépendants, dans le cadre d'une initiative de la Weston Family Foundation. Nous sommes

maintenant financés par plus de 30 partenaires, et il convient de noter qu'ALUS a pris grand soin de trouver une valeur marchande au travail des agriculteurs, comme en témoigne l'appui de sociétés comme Cargill, A&W, Danone, RBC et TD.

De toute évidence, au fil des ans, nous avons tiré de nombreuses leçons dont j'aimerais vous faire part aujourd'hui, alors que le Comité réfléchit à ce que le gouvernement du Canada pourrait mettre en œuvre en collaboration avec les producteurs pour reconnaître l'importance de l'agriculture dans ce domaine.

Premièrement, pour être efficaces, les programmes doivent créer de la valeur à la ferme et non être considérés comme des incitatifs temporaires. Il ne s'agit pas de subventions ou d'incitations. Nous voulons récompenser les agriculteurs qui produisent les services écosystémiques à même de résoudre les problèmes les plus urgents de la planète.

Deuxièmement, il faut reconnaître que lorsqu'elles sont appliquées à la gestion de solutions axées sur la nature, la créativité, les compétences et l'expérience des personnes qui se trouvent sur le terrain donnent lieu à de puissantes solutions locales, comme nous n'en avons jamais vu auparavant. Le processus des comités consultatifs sur le partenariat a prouvé que le travail en collaboration avec les collectivités fournit un effet de levier et permet de trouver des solutions locales qui peuvent aider les collectivités à s'adapter aux changements climatiques.

- (1540)

Troisièmement, il ne s'agit pas seulement du carbone. Pour maximiser la valeur réelle que les agriculteurs peuvent produire avec leurs solutions axées sur la nature, nous devons reconnaître l'ensemble de cette valeur, y compris la biodiversité, la qualité de l'eau et la résilience climatique.

Quatrièmement, le soutien, la vulgarisation et les conseils techniques au moyen de contacts avec la communauté sont essentiels. Nos agriculteurs répètent constamment que c'est la clé du succès. Il est important de se rappeler que l'âge moyen d'un agriculteur est d'environ 56 ans, ce qui est mon cas, et nous n'avons pas nécessairement une bonne connaissance de ces pratiques. Il est crucial de bénéficier de l'appui d'un programme communautaire et de conseils techniques pour nous aider à les adopter.

Cinquièmement, un marché pour les services écosystémiques émerge sous nos yeux, et ALUS est un chef de file dans le développement de ce domaine grâce à son projet New Acre. Les entreprises se tourneront vers ce marché pour trouver des solutions pour leurs rapports en matière d'environnement, de société et de gouvernance d'entreprise et pour leurs autres objectifs. Pour en optimiser l'effet, il est essentiel que nous tirions parti de ces fonds privés grâce à une initiative publique.

Sixièmement, et c'est le point le plus important que je veux faire valoir ici, les agriculteurs ont besoin de souplesse pour participer pleinement aux programmes de conservation. Il est donc essentiel d'adopter des approches souples en matière de séquestration du carbone. Nous devons élaborer et approuver des protocoles de quantification des contreparties de la fixation du carbone et d'octroi de crédits qui sont très différents de ce que nous avons vu jusqu'à maintenant et qui reflètent les souhaits de la communauté agricole et les réalités de l'agriculture. Le fait de confier aux agriculteurs la responsabilité de fournir des solutions environnementales a été conforté par de nombreuses études et s'avère très efficace.

Je vous remercie du temps que vous m'avez accordé aujourd'hui et je suis prêt à répondre à vos questions.

Le président: Merci, monsieur Gilvesy.

Nous passons maintenant à Farmers Edge. Vous disposez de sept minutes et demie.

Allez-y.

M. Wade Barnes (directeur général, Farmers Edge Inc.): Bonjour. Merci beaucoup de m'accueillir aujourd'hui.

Je m'appelle Wade Barnes. Je suis PDG et cofondateur de Farmers Edge. Farmers Edge est une entreprise spécialisée dans la technologie et qui exerce ses activités dans la majorité des principaux pays exportateurs de produits agricoles. Farmers Edge a été fondé ici, au Manitoba. Rien qu'au Canada, nous travaillons sur neuf millions d'acres. Nous allons sur le terrain et nous branchons les fermes. Nous aidons ces fermes à passer à la numérisation. Nous leur fournissons des analyses et les aidons à prendre des décisions clés dans leur ferme qui ont notamment pour résultat la compensation du carbone et la durabilité.

Par ailleurs, je suis agriculteur, je suis né et j'ai grandi dans la ferme familiale au Manitoba, à la frontière de la Saskatchewan, du bon côté de la frontière, pour soutenir la bonne équipe de football, celle qui gagne — sans vouloir offenser les gens de la Saskatchewan qui nous écoutent. Je suis également agronome de formation. Je travaille dans l'industrie depuis près de 20 ans. Nous avons un point de vue unique sur l'avenir de l'agriculture et de la durabilité.

Nous voulons insister sur quatre initiatives clés.

La première est la collaboration. Il n'est pas nécessaire de séparer développement économique et environnement. Comme la plupart des agriculteurs le savent, il est bon pour les affaires d'être respectueux de l'environnement. Je pense que la majorité des exploitations agricoles au sein desquelles nous travaillons au Canada — et nous sommes présents en Ontario et dans l'Ouest canadien, pas encore au Québec, mais cela viendra, espérons-le — font ce qu'il faut pour assurer la durabilité. Les agriculteurs ont un attachement naturel à cette terre, mais ils mettent vraiment l'accent sur la productivité.

Du point de vue agronomique, ce qui nous préoccupe, c'est l'idée d'une réduction de l'azote. Je peux vous dire qu'une partie essentielle du travail qu'accomplit Farmers Edge auprès des entreprises consiste à améliorer l'utilisation par les agriculteurs des intrants agricoles, et singulièrement l'azote. À notre avis, si le gouvernement intervient et réduit la quantité d'azote qui est utilisée à la ferme, cela aura pour principal effet de réduire la productivité. Prenons l'exemple de ma propre ferme, si nous réduisons l'apport d'azote de 30 %, nous réduisons la productivité de 25 %, ce qui en fin de compte me coûte environ 225 \$ l'acre pour le canola que je cultive. Si vous multipliez cela par 20 millions d'acres de canola, cela représente un manque à gagner énorme pour le monde agricole.

Du point de vue agronomique, je crains qu'une réduction de l'azote n'aboutisse pas à la réduction de l'oxyde nitreux que les gens recherchent, et c'est là la véritable préoccupation. Je pense que nous avons une occasion importante d'améliorer les choses et d'aider les agriculteurs à adopter des pratiques durables comme le programme 4B. Cela permet vraiment de ne faire aucun compromis sur la productivité. Vous pouvez avoir le beurre et l'argent du beurre. On peut combiner productivité maximale et emploi des intrants

agricoles parmi les plus respectueux de l'environnement qui existent sur le marché.

Selon Farmers Edge, le Canada a une occasion unique — et n'oubliez pas que j'ai travaillé dans de nombreux marchés partout dans le monde — de devenir une puissance dans le domaine de l'agriculture numérique. Il serait possible de brancher les fermes et d'utiliser la technologie pour être un chef de file mondial. Cela permettra aux fermes d'utiliser la technologie, de mettre en œuvre des outils comme le programme 4B, de créer beaucoup plus de durabilité sur les exploitations, ce qui générera d'importantes possibilités au-delà de la production de céréales, et permettra de communiquer avec le consommateur final ce qui, à mon avis, est vraiment important et pourrait constituer une occasion unique.

Cela dit, ayons à l'esprit que si nous pouvons améliorer les fermes et motiver les agriculteurs à adopter la technologie, il y a une énorme possibilité de créer des compensations. Aujourd'hui, Farmers Edge, sur les neuf millions d'acres sur lesquels nous travaillons, créera plus de 3 à 4 millions de dollars en compensation, que ce soit par la gestion de l'azote, la culture sans labour ou les cultures de couverture, et nous utiliserons ces compensations et les vendrons sur le marché volontaire.

• (1545)

Nous pensons qu'il y a là une occasion en or de créer de la valeur, au-delà de la culture des céréales comme simple produit, en utilisant les outils dont nous disposons pour créer des compensations et permettre au Canada d'être une puissance en matière de durabilité.

Grâce à cela, à mesure que les agriculteurs mettent en œuvre la technologie, la capacité de créer des compensations carbone dans les fermes crée d'importantes possibilités en aval, si l'on tient compte de la façon dont la majorité des entreprises alimentaires envisagent maintenant leurs propres objectifs zéro émission. Bon nombre d'entre elles cherchent à se procurer du grain à faible teneur en carbone. Encore une fois, l'agriculteur canadien peut être un chef de file mondial dans ce domaine. L'occasion de saisir cette valeur est devant nous.

Je voudrais également dire que lorsque nous utilisons les crédits de carbone pour créer de la valeur pour les producteurs afin qu'ils investissent dans la technologie, cela crée un écosystème beaucoup plus vaste. Si l'on considère d'une part le rôle du gouvernement dans la gestion du risque et dans son financement ainsi que le soutien qu'il apporte aux programmes de prêt, et d'autre part les possibilités offertes aux agriculteurs par la mise en œuvre de la technologie, qui leur permettent d'obtenir de meilleurs produits d'assurance, une meilleure gestion du risque et de meilleures possibilités de prêt, on comprend que cela commence à soulager le gouvernement d'une partie du risque pour le confier au secteur privé. Le secteur privé peut utiliser les données que les agriculteurs créent et adopter de meilleures pratiques de gestion.

À l'heure actuelle, nous constatons au Canada, mais plus particulièrement dans l'Ouest canadien, où se trouvent la plupart de nos clients, que les restrictions environnementales imposées par le gouvernement sont un grand sujet d'inquiétude. Nous voyons cela comme une occasion. Encore une fois, s'ils s'y prennent correctement, les agriculteurs peuvent créer une valeur importante grâce à ces compensations. L'utilisation de la technologie et la numérisation de l'agriculture peuvent alors permettre une meilleure gestion des risques, une meilleure assurance-récolte et de meilleurs prêts.

Je vais terminer en disant que le Canada a une occasion extraordinaire à saisir si les choses sont faites correctement, en utilisant une approche de collaboration qui inclut l'industrie, les agriculteurs et le gouvernement.

Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions. Merci.

• (1550)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Barnes.

Avant de passer aux questions, monsieur Gilvesy, il y avait un problème avec votre son. Les interprètes ont pu traduire parce qu'ils avaient vos notes, mais il a été proposé que vous éteigniez votre caméra. Ce n'est pas que nous ne voulons pas vous voir, mais si vous éteignez votre caméra, toute l'énergie ira à... J'espère que cela améliorera la qualité du son. Nous allons essayer et j'espère que cela fonctionnera.

Sur ce, nous allons passer à la première série de questions. Nous avons six minutes et nous allons commencer par M. Epp.

Allez-y, monsieur Epp, vous avez six minutes.

M. Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie nos invités de leur excellent témoignage.

Je vous remercie également, monsieur le président ainsi que mon collègue Richard Lehoux. Je ne vois pas de balai derrière vous, alors je vous félicite de vos encouragements. Sur ce, nous allons poursuivre.

Je vais commencer par vous, monsieur Gilvesy, même si je ne vous vois pas. Je suis heureux de vous revoir. Je crois vous avoir vu à la fin de mon mandat au conseil d'administration d'Agricorp. Agricorp était l'organisme d'arbitrage lorsqu'ALUS a démarré. Je suis ravi de vous retrouver.

J'ai tiré une citation des documents que vous nous avez fait parvenir. « La conservation se résumera finalement à récompenser le propriétaire privé qui préserve l'intérêt public. » C'est une citation d'Aldo Leopold.

Pouvez-vous nous en dire plus? De nombreux changements ont été apportés au niveau de la ferme. Vous en avez mentionné quelques-uns. J'en connais beaucoup. Pouvez-vous nous dire comment l'agriculture ne s'en est pas forcément vue attribuer le mérite? Que voulez-vous dire exactement par cette affirmation?

M. Bryan Gilvesy: Aldo Leopold est une grande figure à suivre parce qu'il a reconnu le rôle d'intendance.

L'idée de notre programme est venue d'Ian Wishart, qui était producteur de pommes de terre au Manitoba à l'époque et qui est maintenant ministre de l'Environnement du Manitoba.

Il estimait que la ferme peut être multifonctionnelle et qu'elle peut produire plus que de la nourriture et des fibres. Il n'est pas nécessaire que ce soit à l'exclusion de la nourriture et des fibres, mais les services écosystémiques qui sont précieux pour tous les Canadiens, y compris ceux qui touchent la biodiversité, les espèces en péril et les terres humides, valent la peine d'être récompensés. Si nous ne nous tournons pas vers la communauté agricole pour la récompenser de ces services, nous raterons cette immense occasion au Canada.

Tout le Sud du Canada, où nous vivons, travaillons et nous divertissons, est géré et entretenu par des agriculteurs. Si nous voulons

maximiser à la fois notre qualité de vie et ce que nous obtenons de ces fermes, nous devons les considérer sous un autre angle et envisager de les récompenser pour les choses supplémentaires qu'elles produisent en plus des aliments et des fibres. Je pense que c'est de là que vient cette remarque.

M. Dave Epp: Merci beaucoup.

Je vais demander à Farmers Edge de répondre à la même question. Je cite un passage de la documentation que vous nous avez fournie: « Les gains nets de carbone séquestré n'ont pas été comptabilisés pendant 20 ans. Cela représente une possibilité inexploitée de millions de tonnes » et ainsi de suite. Pouvez-vous faire des commentaires dans le même sens?

M. Wade Barnes: Oui. Écoutez, aujourd'hui sur ces neuf millions d'acres sur lesquels nous travaillons, la majorité des fermes utilisent soit la technique de semis direct et l'épandage variable d'engrais, soit l'épandage d'engrais en des points précis. Leur contribution actuelle est considérable.

Cela est en grande partie attribuable au fait qu'il est rentable de mettre en œuvre ce genre de technologies. Cela permet de préserver le sol et l'épandage d'azote aux bons endroits conserve l'humidité. Vous ne voulez pas gaspiller d'argent, alors vous augmentez la productivité. Le rapport entre la ferme et l'environnement n'est pas nécessairement gagnant-perdant.

Je pense qu'à l'avenir, il faut trouver des façons de récompenser les agriculteurs et de les inciter à investir davantage dans ce domaine, à aller plus loin et à voir ce qu'ils peuvent améliorer d'autre pour réaliser des gains d'efficacité, par exemple s'agissant du séchage du grain ou de l'efficacité de la machinerie agricole.

• (1555)

M. Dave Epp: Merci.

Nous avons récemment entendu le témoignage du Syndicat national des cultivateurs, qui a vraiment mis en garde le milieu agricole — je continue de m'y associer parce que je participe à l'exploitation d'une ferme chez moi — sur l'intégration aux multinationales et sur la manière dont les données nous poussent à cette intégration. Il serait exagéré de dire que le Syndicat préconise le retour à une forme d'agriculture plus simple, mais il se méfie beaucoup de la numérisation et de l'association avec les grandes multinationales.

Pouvez-vous apporter un commentaire à ce sujet, s'il vous plaît?

M. Wade Barnes: Cette question s'adresse-t-elle à moi, monsieur?

M. Dave Epp: Oui, s'il vous plaît.

M. Wade Barnes: Écoutez, je suis agriculteur. Je suis également le PDG d'une société cotée en bourse. Nous voyons les données et l'information de la même façon que mon grand-père aurait considéré le pétrole. Si le pétrole reste dans le sol, on ne peut pas en tirer de la valeur. Il en va de même pour les données à la ferme. Nous voulons utiliser les données de façon efficace pour que les agriculteurs puissent s'en servir pour la prise de décisions. Nous avons pu prouver que lorsque les agriculteurs disposent des bons renseignements, l'utilisation des intrants agricoles diminue.

Je dirais que la crainte de la numérisation serait un énorme retour en arrière dans le milieu agricole.

M. Dave Epp: Merci.

Selon ce que nous ont dit les représentants d'AAC au sujet du bilan du Canada, les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture sont demeurées stables depuis 2005, malgré l'augmentation de la production.

Si les exemptions de taxes sur le carbone étaient étendues, comme le propose le projet de loi C-206, au séchage des céréales et à ce genre de choses, pensez-vous que les émissions de gaz à effet de serre augmenteraient soudainement? Que se produirait-il à l'avenir selon vous, compte tenu de l'adaptation des 4B et de ce genre de choses?

Ma question s'adresse à nouveau à Farmers Edge.

M. Wade Barnes: Si l'on regarde les agriculteurs qui utilisent l'approche 4B, je ne crois pas qu'il y aura d'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Je crois que plus l'efficacité sera grande, moins nous verrons une augmentation des gaz à effet de serre.

Je pense que la technologie ne fera qu'améliorer cette efficacité dans d'autres aspects du fonctionnement de la ferme, plutôt que de se concentrer uniquement sur l'épandage d'azote ou l'utilisation de carburant.

M. Dave Epp: Merci.

J'aimerais poser une dernière question à M. Gilvesy. Quelle serait la position d'ALUS sur l'écoconformité entre les programmes de GRE et les initiatives environnementales?

M. Bryan Gilvesy: Lors de la conception de notre programme, les agriculteurs ont notamment insisté sur l'importance du volontariat. Cela signifie que nous travaillons dans un espace qui n'est ni réglementaire ni juridique. Les mesures prises par nos agriculteurs sont d'un autre ordre. Autrement dit, ils fournissent des services environnementaux qui vont au-delà de ce qui est exigé par la réglementation ou la conformité.

Le président: Merci, monsieur Gilvesy. Nous devons passer au prochain intervenant.

Merci, monsieur Epp.

C'est maintenant au tour de M. Blois, pour six minutes. Allez-y.

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie nos invités de leur témoignage d'aujourd'hui.

Ce qu'il faut retenir, d'après ce que j'ai entendu comme membre de ce Comité, c'est qu'il y a un pouvoir extraordinaire dans le recours aux solutions naturelles qui s'offrent à nous et au travail des agriculteurs dans ce domaine. Un travail qu'ils peuvent bien sûr poursuivre et accroître dans leurs pratiques existantes.

Ma première question s'adresse à Farmers Edge et à M. Barnes.

J'ai eu l'occasion de visiter votre site Web, qui est excellent je dois dire. Vous y établissez un parallèle entre bonification du sol et rendement financier, et vous en avez parlé dans votre témoignage. Je suppose que vous travaillez directement avec les agriculteurs pour créer des programmes qui leur permettent de vérifier leurs résultats afin qu'ils puissent à l'avenir tirer parti des occasions d'affaires qui se présentent et, bien sûr, des mesures compensatoires d'ÉCCC. Est-ce juste?

M. Wade Barnes: Oui, absolument. Nous nous concentrons actuellement sur le marché volontaire. De part et d'autre de la fron-

tière, un nombre important de sociétés clientes se concentrent sur l'objectif de zéro émission. Les crédits compensatoires en agriculture sont les plus recherchés, mais ils sont aussi les plus préoccupants en raison du manque de transparence. Lorsqu'une exploitation agricole est numérisée et qu'elle a un dossier électronique, tout à coup les entreprises se sentent beaucoup plus en sécurité lorsqu'il s'agit d'acquiescer ces crédits, car elles ne craignent pas un éventuel « écoblanchiment », si je peux m'exprimer ainsi. Dans ces conditions, elles sont prêtes à payer un supplément pour ces crédits compensatoires. Peu importe qu'ils viennent de l'Alberta, de l'Ontario ou du Québec, je pense qu'il y a d'énormes possibilités.

En conséquence, au-delà de la vente du crédit compensatoire, il y a des choses à créer autour de cette valeur supplémentaire qui accompagne les céréales et les produits à faibles émissions de carbone qui sortent de la ferme, parce que c'est la prochaine étape.

• (1600)

M. Kody Blois: D'accord.

Je veux parler de vérification. C'est un sujet important lors des conversations que je peux avoir avec des intervenants de tout le Canada. De toute évidence, votre entreprise travaille dans ce domaine. Je suppose qu'il y en a d'autres dans le secteur privé.

Croyez-vous que le gouvernement doit aider les agriculteurs, ou est-ce que le secteur privé peut jouer un rôle de premier plan dans la vérification de la conformité des agriculteurs à certains de ces protocoles, afin qu'ils puissent profiter de ces occasions?

M. Wade Barnes: Nous avons de l'expérience sur le marché réglementaire en Alberta et maintenant sur le marché volontaire. Dans les deux cas, il faut un vérificateur indépendant pour s'assurer que ces crédits sont dignes de foi.

Le gouvernement peut jouer un rôle pour s'assurer qu'une tierce partie fasse la vérification. Ce serait utile même pour les entreprises clientes qui achètent ces compensations et qui ont une certaine gouvernance à cet égard.

M. Kody Blois: Monsieur Barnes, au-delà de l'approche réglementaire qui consiste à vérifier les divers éléments, le sujet dont vous traitez, ce sont les outils, à la ferme, qui permettent aux agriculteurs de mettre en évidence une partie du travail.

Je comprends ce que vous dites au sujet de la réglementation, mais pour ce qui est des outils à la ferme, est-ce que ce sont des entreprises privées comme la vôtre qui sont le mieux à même d'accompagner la numérisation, ou est-ce que le gouvernement a un rôle à jouer pour l'encourager?

M. Wade Barnes: Cela dépend de la façon dont on voit les choses. Premièrement, il est essentiel d'investir à la ferme pour pouvoir numériser les données, pour qu'elles soient vérifiables, et le Canada peut jouer un rôle énorme à cet égard.

Le fait est que nos voisins du Sud se servent essentiellement de l'assurance-récolte pour inciter les agriculteurs à mettre en œuvre ces pratiques.

Le gouvernement a-t-il un rôle à jouer? Peut-être. Si vous voulez accélérer la numérisation au niveau de la ferme, c'est possible. D'un autre côté, il ne faut pas intervenir dans une transaction entre un agriculteur et une entreprise cliente qui vise à créer de la valeur, parce qu'ils feront ces investissements eux-mêmes.

M. Kody Blois: D'accord.

Monsieur Gilvesy, merci de votre témoignage. Vous avez dit que nous devons nous assurer que des conseils techniques soient disponibles dans nos collectivités locales. Vous avez évidemment souligné le travail que fait ALUS dans ce domaine. S'il n'y a pas d'ALUS, disons, dans ma propre collectivité en Nouvelle-Écosse, comment faire en sorte que l'expertise technique existe? Quels conseils donneriez-vous au gouvernement à ce sujet?

Le budget et l'Énoncé économique de l'automne contenaient beaucoup de mesures pour appuyer le type d'actions que mène votre organisation, mais comment pouvons-nous obtenir cette expertise? Comment faire en sorte que, si je suis agriculteur, je puisse me tourner vers quelqu'un s'il n'y a pas d'ALUS près de chez moi?

M. Bryan Gilvesy: Ma réponse comporte deux volets. Tout d'abord, nous aimerions beaucoup faire venir ALUS dans votre collectivité.

M. Kody Blois: Bien sûr.

M. Bryan Gilvesy: Voilà le premier point.

Depuis que je suis fermier, ce qui nous a le plus manqué c'est que nous avons perdu le conseil pour les agriculteurs. Le rôle de conseiller a été assumé en grande partie par les fournisseurs qui vendent les intrants aux fermes. C'est un peu un chaînon manquant, parce qu'il faut une source crédible pour expliquer ce que nous entreprenons ici aujourd'hui. C'est devenu l'épine dorsale de notre programme, et je ne saurais trop insister sur son importance. Le gouvernement a un rôle à jouer pour fournir ces conseils que nous avons perdus au fil du temps.

M. Kody Blois: D'accord.

Monsieur Barnes, j'aimerais vous poser une autre question. Il me reste environ 45 secondes selon mon horloge.

Vous avez parlé de la GRE et, bien sûr, vous avez souligné que les États-Unis utilisent leur programme d'assurance-récolte pour encourager la numérisation. D'après ce que vous avez dit, ce n'est pas seulement bon pour l'environnement, mais cela peut également réduire les risques en renforçant les marges et en protégeant la viabilité globale des fermes.

Est-ce là où vous vouliez en venir dans vos commentaires?

M. Wade Barnes: Oui, absolument, la capacité de numériser, d'utiliser les données.

À l'heure actuelle, nous avons des réassureurs qui cherchent à travailler directement avec les producteurs, parce qu'ils peuvent en fait mieux gérer le risque, et cela coûte moins cher au producteur que s'il avait recours à une assurance subventionnée. Je pense que les gouvernements peuvent utiliser ces données de la même façon pour offrir de meilleurs produits à leurs agriculteurs et diminuer la prise en charge des risques par les contribuables.

M. Kody Blois: Merci beaucoup.

Je crois que mon temps est écoulé, monsieur le président.

• (1605)

Le président: Oui, votre temps est écoulé. Merci beaucoup.

Nous allons passer au prochain intervenant.

[Français]

Monsieur Perron, vous avez la parole pendant six minutes.

M. Yves Perron: Merci beaucoup.

Je remercie les deux témoins de leurs témoignages, ma foi, passionnants.

Monsieur Barnes, je voudrais poursuivre sur la façon dont le programme de gestion des risques de l'entreprise, ou GRE, peut soutenir la numérisation des données. Vous avez parlé de l'exemple américain, si je ne fais pas erreur, qui est utilisé comme incitatif. Pouvez-vous nous en parler davantage? Quelles mesures concrètes le gouvernement pourrait-il prendre?

[Traduction]

M. Wade Barnes: Si je peux évoquer le passé, lorsque notre entreprise a été fondée, le gouvernement a présenté ce qu'il a appelé des plans environnementaux des fermes. Dans le cadre de ce programme, les agriculteurs étaient incités à utiliser du matériel GPS, du matériel d'épandage à taux variable et à avoir recours à des consultants privés pour les aider avec le programme 4B. Au début, les agriculteurs étaient très réticents à fournir ce type d'informations au gouvernement, mais une fois qu'ils ont surmonté ces craintes, ils ont très largement utilisé ce programme.

C'est le point de départ de la technologie à la ferme, surtout dans l'Ouest canadien. Je vois la numérisation de la même façon. À mesure que les agriculteurs passent de l'agriculture de précision au numérique — et le numérique c'est l'utilisation des données pour aider à prendre des décisions —, je pense que le gouvernement pourrait utiliser un guide semblable à celui qui accompagnait les plans environnementaux des fermes il y a des années.

[Français]

M. Yves Perron: Je vous remercie beaucoup.

J'adresse ma deuxième question à M. Gilvesy.

Vous avez mentionné qu'il n'y avait pas que la captation de carbone, et qu'il était important d'inciter les producteurs à investir davantage et à aller de l'avant, tout en gardant ce processus le plus volontaire possible. Ma question est celle-ci: dans l'établissement d'un programme incitatif, comment pouvons-nous reconnaître ce que les producteurs qui ont fait des efforts ont déjà réalisé? On a parlé de l'établissement de crédits compensatoires. La dernière fois, les fonctionnaires nous disaient que ce serait fait à partir de 2018, mais il y a des producteurs comme vous, par exemple, qui font des efforts depuis longtemps. Comment l'État pourrait-il tenir compte de cela?

[Traduction]

M. Wade Barnes: En réalité, il y a peut-être peu de temps pour regarder en arrière. Vous ne serez probablement pas en mesure de fournir de la valeur au moment où le producteur s'engage dans ces processus, mais je pense que nous devrions au moins nous tourner vers l'avenir et offrir des incitatifs de façon continue.

Encore une fois, cela peut prendre la forme d'une réduction du coût de l'assurance-récolte ou de prêts afin de mettre en place une partie de la technologie nécessaire à l'instauration d'une démarche durable à la ferme. Je le répète, je pense que le gouvernement l'a fait dans le passé et qu'il a réussi.

[Français]

M. Yves Perron: Je vous remercie beaucoup.

Monsieur Gilvesy, sur la même question, comment pourrait-on faire pour reconnaître ce que les précurseurs ont réalisé?

[Traduction]

M. Bryan Gilvesy: C'est une question très difficile et, heureusement, nous avons 31 comités consultatifs sur le partenariat dirigés par des agriculteurs dans l'ensemble du Canada et qui se sont penchés sur la question. Ils estiment qu'il est important de reconnaître les contributions des agriculteurs depuis le Protocole de Kyoto. Nous reconnaissons, dans notre programmation, ce que nous appelons « de vos propres mains ». Dans le cas des agriculteurs qui ont déjà participé à des activités d'intendance pour lesquelles ils ont des preuves, nous travaillons fort pour les inscrire au programme. Pour les chefs de file de l'analyse du paysage, c'est une solution classique de s'appuyer sur les agriculteurs. Nous devons reconnaître les précurseurs. Sinon, on va créer de très mauvais précédents et des gens vont arracher des arbres aux fins d'obtenir des crédits de carbone pour en planter de nouveaux.

Voilà où nous en sommes.

[Français]

M. Yves Perron: Je vous remercie.

J'ai beaucoup aimé votre énoncé tantôt. Vous parliez de créer de la valeur à la ferme, de récompenser les agriculteurs. Vous avez aussi parlé du fait que les services écosystémiques devraient avoir une valeur sur le marché, et qu'il y a d'autres utilisations de la taxe. Cela ne concerne pas seulement la production agricole. Si vous apportez un apport à la protection de l'environnement, il faut que ce soit calculé, il faut que ce soit considéré. Il est cependant très complexe pour un gouvernement de venir chiffrer cela. Voudriez-vous faire des recommandations concrètes peut-être?

[Traduction]

M. Bryan Gilvesy: Nous le faisons. Nos comités consultatifs sur le partenariat ont trouvé une façon d'établir les prix des projets partout au pays, mais c'est grâce à la recherche que nous déterminons leur véritable valeur.

Nous travaillons avec M. Wanhong Yang, de l'Université de Guelph, qui nous a fourni des modèles IMWEBs très impressionnants pour certains des bassins hydrographiques où nous sommes présents. Ce modèle estime de façon assez précise les quantités d'eau que ces sites agricoles filtreront, l'accroissement de la biodiversité et de la résilience des collectivités en aval ainsi que la quantité de carbone séquestré.

Il est possible d'obtenir ces chiffres et de comprendre la véritable valeur. Au fil des ans, nous avons appris que certains des premiers adhérents à notre programme sont les municipalités, parce qu'elles savent que lorsqu'elles investissent dans les exploitations agricoles en amont, elles peuvent économiser énormément d'argent si les routes ne sont pas détruites par les crues. En effet, nous avons fait des programmes sur les terres humides, par exemple.

Il y a un marché pour tout ce travail. Nous pouvons le comprendre en comparant d'une part le travail que font les agriculteurs grâce à des solutions axées sur la nature, et l'infrastructure bâtie d'autre part. Ensuite les calculs sont faciles à faire.

• (1610)

[Français]

M. Yves Perron: Je vous remercie, monsieur Gilvesy.

Quand vous dites que vous avez des recommandations, des trucs comme cela, si vous avez des documents que vous n'avez pas déjà fournis au Comité, je vous inciterais à le faire et je retournerai vous

voir au prochain tour de questions avant que M. le président ne me chicane!

Le président: Il n'y a pas de chicane ici, monsieur Perron.

Merci bien.

[Traduction]

Nous allons passer à M. MacGregor.

Vous avez six minutes.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à nos témoins de nous aider dans notre étude d'aujourd'hui.

Je vais commencer par M. Gilvesy, d'ALUS. J'ai été frappé par ce que vous avez dit dans votre déclaration préliminaire, à savoir que « les programmes doivent créer de la valeur à la ferme ».

Ma femme et moi avons une petite ferme, et il n'y avait pratiquement plus d'abeilles quand nous sommes arrivés. Nous avons des pommiers, et nous avons pris le temps de planter beaucoup de plantes à fleurs partout et petit à petit nous avons ramené les abeilles. Nous avons bénéficié d'une énorme récolte de pommes au cours des années suivantes.

Pourriez-vous nous en dire davantage à ce sujet et peut-être nous présenter des recommandations précises que vous aimeriez voir figurer dans notre futur rapport au gouvernement?

M. Bryan Gilvesy: Nous sommes dirigés par les agriculteurs. Tout notre programme est élaboré du point de vue des agriculteurs. J'ai une formation d'homme d'affaires, et je pense qu'avant tout, ALUS essaie de s'assurer qu'une partie importante de la valeur créée par l'agriculteur lui revienne. Comme nous l'avons vu dans le passé, particulièrement s'agissant du carbone dans le monde entier, une grande partie de l'argent a été absorbé par la vérification et l'échange, et ce genre de choses. L'argent est allé à la rue Bay plutôt qu'à la rue principale du centre-ville de Tillsonburg, par exemple. Je ne voudrais pas que cela se reproduise.

Je pense qu'il est important de reconnaître que le rôle dont je parle est unique et que seuls les agriculteurs peuvent le jouer. Lorsque les agriculteurs participent à ce marché, cela peut être beaucoup plus gratifiant qu'une solution unidimensionnelle qui consiste à ne rémunérer qu'un aspect de leur travail.

Encore une fois, je suis en faveur de la recherche de valeur pour l'agriculteur. Notre projet New Acre fournit un moyen commercial pour que les sociétés puissent voir les résultats obtenus par les agriculteurs sur le terrain, et ce d'une manière rentable pour l'agriculteur et pour la société. Au bout du compte, nous espérons que les agriculteurs auront tous une révélation comme celle que vous avez eue, c'est-à-dire qu'en menant ce type d'actions, ils auront plus de pollinisateurs sur leurs terres et ils auront un meilleur rendement des cultures et de meilleurs fruits.

M. Alistair MacGregor: Vous auriez dû voir les révélations que nous avons eues ma femme et moi. Nous apprenons des choses chaque année sur notre propriété.

Je vous remercie.

Monsieur Barnes, je me tourne vers vous. Je regardais aussi, comme M. Blois, le site Web de Farmers Edge, et en particulier les services d'échantillonnage du sol que votre entreprise offre. Je sais qu'une bonne partie du travail consiste à trouver la bonne combinaison d'éléments nutritifs, à s'assurer qu'ils sont appliqués au bon moment et à utiliser cette technologie nouvelle et émergente pour que les agriculteurs ne paient pas plus que nécessaire et qu'ils utilisent la bonne quantité d'engrais.

Vos services d'échantillonnage des sols se penchent-ils également sur l'écologie des sols? Les plantes ont aussi une relation incroyable et très complexe avec les bactéries du sol, et il y a des interactions très intéressantes entre les deux. Travaillez-vous sur les services écologiques rendus par les sols?

M. Wade Barnes: Nous ne le faisons pas pour l'échantillonnage du sol pour le moment, mais je dirais qu'il y a un mouvement important autour des produits biologiques dans l'agriculture dominante en Amérique du Nord. Les agriculteurs vont utiliser l'épandage de produits biologiques pour aider à réduire la quantité d'azote. Nous n'en connaissons pas encore l'efficacité, mais c'est très prometteur.

Encore une fois, une grande partie de l'utilisation des nouvelles technologies sert à pouvoir mesurer l'efficacité de ces produits. Je peux vous dire que les agriculteurs aiment appeler cela de la poudre magique. Beaucoup de vendeurs viennent frapper à la porte et essaient de vendre aux agriculteurs une solution à un problème qu'ils n'ont probablement pas. Ensuite, les agriculteurs utiliseront ce produit et croiront qu'il fonctionne. Mais comment est-ce validé?

Ce n'est pas différent de la mise en œuvre de processus de gestion à la ferme. Comment savez-vous où vous en êtes? Vous devez avoir un moyen de consigner ce qui se passe. C'est la même chose avec ces technologies. Je peux vous dire que les agriculteurs sont d'excellents entrepreneurs. S'il y a un moyen d'obtenir plus de rendements à moindre coût, ils le feront.

• (1615)

M. Alistair MacGregor: Je me suis documenté sur les bactéries fixatrices d'azote. Est-ce à cela que vous faites allusion?

M. Wade Barnes: Oui, absolument.

M. Alistair MacGregor: Cela m'amène à une chose pour laquelle le gouvernement du Canada pourrait peut-être jouer un rôle. J'ai eu le privilège de visiter la station de recherche d'AAC à Summerland, en Colombie-Britannique. Il y a là une équipe de scientifiques très investis.

S'agissant de ce qui pourrait être considéré comme de la poudre magique en ce moment, pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait consacrer plus d'argent à la recherche dans ce domaine? Est-ce une des recommandations que peut faire le Comité?

M. Wade Barnes: Si je regarde le marché des produits biologiques, la majorité des acteurs sont des entreprises en démarrage fondées par des personnes qui ont travaillé dans l'industrie, pour de grandes entreprises d'engrais ou de grandes exploitations agricoles et qui ont été financées par des investisseurs en capital-risque pour faire de la recherche afin de créer ces produits.

Je ne veux pas offenser les chercheurs du gouvernement, mais s'il y avait une façon d'accroître les investissements dans les entreprises privées en démarrage, je pense que vous verriez émerger des solutions bien plus rapidement. Bon nombre de ces solutions proviennent des États-Unis, où les investisseurs américains sont plus

audacieux lorsqu'il s'agit d'investir dans des entreprises en démarrage.

M. Alistair MacGregor: Je pense que mon temps de parole est écoulé, monsieur le président.

Merci.

Le président: Merci, monsieur MacGregor.

Nous allons commencer notre deuxième tour de questions.

[Français]

Monsieur Lehoux, vous avez la parole pour cinq minutes.

M. Richard Lehoux (Beauce, PCC): Je vous remercie, monsieur le président.

Ma question s'adressera en premier lieu à M. Gilvesy.

Monsieur Gilvesy, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour soutenir de façon plus importante des organisations comme la vôtre?

[Traduction]

M. Bryan Gilvesy: Le gouvernement a un rôle à jouer pour que des organisations comme la nôtre fournissent des services importants pour les Canadiens. Cette prestation fait partie intégrante de l'enveloppe de financement d'une organisation comme ALUS.

Non seulement nous faisons notre travail au nom du gouvernement canadien et des gouvernements provinciaux et municipaux, mais nous travaillons également beaucoup pour mettre au jour tous les marchés possibles afin d'appuyer nos programmes pour qu'ils aient un effet maximal. Cela signifie que nous devons tendre la main au milieu philanthropique pour notre travail de développement et, en effet, que nous devons nous assurer que nous sommes les chefs de file dans l'établissement de relations avec les entreprises canadiennes pour amener de l'argent à la ferme. Je pense que c'est un rôle qui convient à un travail conjoint du secteur public et du secteur privé.

[Français]

M. Richard Lehoux: Vous avez mentionné [difficultés techniques] d'entrée de jeu.

Les coopératives locales coopèrent-elles avec les organismes locaux de producteurs? Cette collaboration doit-elle être bonifiée et améliorée dans un contexte où nous voulons vraiment obtenir l'adhésion de l'ensemble des producteurs?

• (1620)

[Traduction]

M. Bryan Gilvesy: Je pense que c'est absolument vital. Plus nous pourrions collaborer avec des gens du Canada rural, meilleures seront les solutions que nous trouverons. Notre programme au Québec, en Montérégie, par exemple, est basé sur l'Union des producteurs agricoles. L'UPA administre le programme là-bas, de concert avec d'autres partenaires, notamment le Port de Montréal, pour mettre en œuvre des programmes dans cette collectivité.

Oui, c'est la voie à suivre. C'est un mode de collaboration que nous n'avions jamais vu auparavant, par lequel nous travaillons avec les collectivités sur le terrain.

[Français]

M. Richard Lehoux: Vous devancez ma question, monsieur Gilvesy.

Vous y avez répondu en partie, lorsque vous avez parlé de votre collaboration avec l'Union des producteurs agricoles au Québec dans la région de Saint-Hyacinthe, qui est déjà amorcée et que l'Union travaille à améliorer et à élargir.

Je vais m'adresser à vous, monsieur Barnes. Avez-vous entrepris des démarches auprès de l'Union des producteurs agricoles au Québec ou de différents autres organismes?

[Traduction]

M. Wade Barnes: Nous discutons actuellement avec des intervenants agricoles très importants sur le marché au Québec. Nous espérons pouvoir former des partenariats d'ici l'automne et commencer à mettre en œuvre certains de nos programmes sur ce marché.

[Français]

M. Richard Lehoux: Nous nous efforçons de suivre la philosophie que vous préconisez, mais quelle incidence a-t-elle, selon vous, sur l'importation et l'exportation des produits de l'agriculture?

[Traduction]

M. Wade Barnes: Comme je l'ai déjà dit, je pense que le Canada a une occasion unique de devenir un chef de file mondial en matière de durabilité et de croissance pour les produits de base à faible empreinte carbone. J'ai travaillé aux États-Unis. J'ai travaillé en Amérique latine, en Europe de l'Est et en Australie. Je pense que l'agriculteur canadien est unique. Aucun agriculteur dans les autres pays n'a à travailler dans les conditions que nous connaissons pour produire une culture, la récolter et la mettre sur le marché. Notre infrastructure est conçue pour que nous soyons un chef de file mondial. Je pense qu'un investissement dans la numérisation pourrait jouer un rôle important pour rapprocher l'agriculteur de l'utilisateur final.

[Français]

Le président: Merci, monsieur Lehoux.

[Traduction]

Merci, monsieur Barnes.

[Français]

M. Richard Lehoux: Avant que M. le président me rappelle à l'ordre, je vais m'arrêter ici.

Le président: Tout va bien.

[Traduction]

Monsieur Louis, vous avez cinq minutes.

Allez-y, s'il vous plaît.

M. Tim Louis (Kitchener—Conestoga, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à nos deux témoins. Je trouve remarquable que vous soyez tous les deux ici. Je crois que c'est M. Barnes qui a mentionné que l'agriculture et la durabilité vont de pair. Le travail que vous faites tous les deux, l'agroécologie et l'agrotechnologie, vont de pair. Je trouve cela très utile aujourd'hui.

Je vais commencer par vous, monsieur Gilvesy. Tout d'abord, je tiens à vous saluer de la part des représentants de la rare Charitable Research Reserve. Je suis à côté de chez vous, à Kitchener—Conestoga, dans la région de Waterloo. Ils étaient très heureux de savoir que vous étiez ici. Ils m'ont beaucoup parlé de vous, et je comprends pourquoi.

Nous avons parlé de ces solutions climatiques axées sur la nature, plus précisément de l'atténuation des inondations et de la façon dont les municipalités et les autres ordres de gouvernement peuvent travailler ensemble et, en fait, économiser sur l'infrastructure en limitant les dégâts provoqués par les crues et ainsi de suite. Pouvez-vous nous donner des exemples issus de votre région, qui est aussi la mienne, d'infrastructures qui peuvent être protégées grâce à des solutions climatiques?

M. Bryan Gilvesy: L'écotype que je vais mentionner ici est la prairie d'herbes hautes, que vous connaissez à la rare Charitable Research Reserve. Je pense que dans mon comté, la prairie d'herbes hautes était l'écotype originel. C'est un ensemble unique et diversifié de graminées profondément enracinées, jusqu'à 16 pieds, dans le sol. Elles adorent la sécheresse et la chaleur.

Comme vous pouvez l'imaginer, ces plantes sont aujourd'hui d'une utilité maximale pour la lutte contre l'érosion, et la recherche qu'Andrew MacDougall a effectuée à l'Université de Guelph montre la quantité d'éléments nutritifs que ces plantes absorbent pendant la saison estivale. Très peu d'éléments nutritifs passent au travers et se retrouvent dans les cours d'eau. Elles ont un impact énorme sur le contrôle de l'érosion, en particulier sur les paysages très érodables comme ceux que nous avons ici dans le sud de l'Ontario, où je vis, et, bien sûr, elles retiennent les nutriments sur le terrain, là où ils doivent être.

● (1625)

M. Tim Louis: Je crois aussi, d'après les recherches que j'ai lues, que l'on peut utiliser des prairies d'herbes hautes comme zones tampons autour des champs de maïs dans certaines des zones qui pourraient être ombragées ou adjacentes à des forêts ou quelque chose du genre.

Est-ce quelque chose que nous pouvons examiner également?

M. Bryan Gilvesy: Exactement.

Dans mon comté, les plus grands agriculteurs participent activement à notre programme. Ils utilisent leurs capteurs de rendement pour identifier les terres qui ne sont pas particulièrement rentables à cultiver pour eux. Invariablement, lorsque nous travaillons dans les zones boisées et autour de celles-ci, ces zones ombrées, les premiers pieds sont souvent l'occasion de remettre ces graminées en place et d'accroître la productivité de l'ensemble de la ferme afin qu'elle devienne plus productive sur le plan environnemental et sur le plan des cultures en même temps.

Voilà le genre de solutions parfaites que les agriculteurs de nos comités consultatifs sur le partenariat proposent constamment.

M. Tim Louis: J'ai hâte d'en entendre davantage et de vous revoir, parce que, comme je l'ai dit, je suis tout près de chez vous.

Compte tenu du temps dont je dispose, je vais changer de sujet et m'adresser à M. Barnes. Ici, dans la région de Waterloo, la circonscription de Kitchener—Conestoga représente le secteur agricole, mais en même temps, nous représentons aussi l'essentiel du secteur des technologies du Canada. La technologie et l'agriculture semblent naturellement aller de pair. Je suis tout près de l'Université de Guelph et de l'Université de Waterloo.

Vous avez parlé d'encourager les futures entreprises, les entreprises en démarrage dans l'industrie. Quand je parle des universités, cela m'amène à penser à certains de nos jeunes.

Comment pouvons-nous encourager cette prochaine génération d'agriculteurs, qui semblent naturellement adopter certaines de ces idées, et les aider à pénétrer un marché et à travailler avec la technologie?

M. Wade Barnes: Je pourrais passer une heure entière à en parler, mais en bref, lorsque Farmers Edge a vu le jour, nous avons eu beaucoup de mal à obtenir des capitaux issus du marché canadien.

Notre première injection de capitaux importante est venue de la Silicon Valley. À l'époque, cette entreprise avait pour objectif le déménagement de Farmers Edge de Winnipeg à la Silicon Valley. Heureusement, nous avons un conseil d'administration suffisamment fort pour nous retenir sur ce marché et nous avons eu la chance de devenir une société cotée en bourse cette année.

Une fois que vous créez cet écosystème dans la technologie et l'agriculture, il se nourrit de lui-même. Farmers Edge a probablement innové en lançant un premier appel public à l'épargne, mais il y a de plus en plus d'entreprises qui peuvent y participer. La super-grappe, en particulier la grappe des industries des protéines de la Saskatchewan, nous a procuré d'énormes avantages. Cela a été d'un grand soutien, non seulement pour Farmers Edge, mais aussi pour les entreprises dissidentes qui en découleront.

C'est un changement de culture, et je constate maintenant que l'accent est beaucoup plus mis sur le soutien de ce genre d'entreprises en démarrage aujourd'hui qu'il ne l'était lorsque nous avons commencé.

M. Tim Louis: Merci, monsieur Barnes.

Nous continuerons d'appuyer notre secteur technologique et agricole. Je vous remercie.

Le président: Merci, monsieur Louis.

[Français]

Monsieur Perron, vous avez maintenant la parole pour deux minutes et demie.

M. Yves Perron: Je vous remercie, monsieur le président.

Monsieur Gilvesy, si vous êtes d'accord, nous allons reprendre là où nous nous sommes arrêtés.

Dans votre introduction, vous avez parlé d'aspects qui me tiennent à cœur, soit la flexibilité et l'importance de reconnaître l'innovation locale et la création. Comment l'État canadien peut-il apporter son aide sur ce plan?

[Traduction]

M. Bryan Gilvesy: Je pense que nous devons reconnaître la puissance des solutions de terrain.

J'ai vu tellement de solutions créatives d'un bout à l'autre de la campagne, partout où nous sommes présents, des agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard qui terrassent leurs champs pour y retenir l'eau et la terre végétale et qui cultivent des graminées à croissance rapide, puis les récoltent pour nourrir le bétail pendant que le fumier retourne dans les champs pour les amender.

Il y a des façons de reconnaître que les solutions de terrain sont importantes. Il y a beaucoup de choses relativement simples que les gens qui travaillent la terre toute leur vie peuvent offrir et qui sont des solutions extrêmement puissantes.

• (1630)

[Français]

M. Yves Perron: Concrètement, monsieur Gilvesy, comment peut-on intégrer cela dans un programme pancanadien? Généralement, on essaie de se baser sur la science et d'employer des méthodes validées. Selon vous, quel mécanisme pourrait-on mettre en place pour que les gens puissent soumettre les innovations qu'ils ont conçues et qu'on puisse les mesurer scientifiquement?

[Traduction]

M. Bryan Gilvesy: Notre programme est très efficace pour ce qui est du mottage dans nos bassins hydrographiques.

Nous entrons dans une période d'envergure pour notre organisation, où nous connaissons une croissance plus rapide à l'échelle du pays, mais bien sûr, il faut une grande écoute pour s'ouvrir à toutes ces solutions.

[Français]

M. Yves Perron: En ce qui a trait à la flexibilité, lorsque quelqu'un proposerait donc une solution, on mesurerait l'ampleur du projet et le gouvernement utiliserait une espèce de système de pointage pour déterminer son efficacité.

Est-ce un peu cela, votre idée?

[Traduction]

M. Bryan Gilvesy: Nous menons des recherches pour mesurer le rendement de ces actions, notamment grâce à notre plateforme IM-WEBS, y compris le calcul des émissions de carbone à l'avenir et le dénombrement de la biodiversité au moyen de différentes plateformes de recherche. Donc, oui, la réponse est que nous essayons d'appliquer la recherche à toutes ces idées novatrices le plus rapidement possible.

Cependant, sachez que l'un des principes d'ALUS est qu'il doit y avoir des preuves scientifiques pour appuyer les activités que nous allons mener, alors si quelque chose est solidement étayé sur le plan scientifique, c'est un bon point de départ.

Le président: Merci, messieurs Gilvesy et Perron.

Nous passons maintenant à M. MacGregor, pour six minutes et demie.

M. Alistair MacGregor: Merci, monsieur le président.

Monsieur Barnes, vous avez dit dans votre déclaration préliminaire qu'il est bon pour les affaires d'être écologiquement durable. Je pense que ce constat est partagé par le représentant d'ALUS qui dit que le recours à ces projets qui préservent les écosystèmes sur les terres d'une ferme, procure un avantage matériel sur les résultats.

Je voulais aussi examiner la demande des consommateurs, parce que lors d'une de nos réunions précédentes, nous avons entendu le témoignage des représentants de Danone, qui nous ont dit que l'entreprise investissait une somme considérable de ses fonds propres pour aider les agriculteurs à faire la transition vers une agriculture régénératrice. Ils ont dit que c'était principalement parce que les consommateurs veulent avoir beaucoup plus d'information sur la façon dont leurs aliments sont cultivés, sur les techniques utilisées et ainsi de suite. C'est en raison de la demande des consommateurs que Danone voit cela comme un investissement intelligent.

Dans vos relations avec certaines des entreprises avec lesquelles vous faites affaire, constatez-vous une tendance en ce sens? Avez-vous quelque chose à nous dire à ce sujet?

M. Wade Barnes: Oui, je pense que c'est là que la technologie va jouer un rôle de premier plan et qu'elle pourrait renforcer le rôle de chef de file du Canada. Le consommateur d'aujourd'hui veut être plus en lien avec ceux qui cultivent ses aliments. Par le passé, il y avait de multiples intermédiaires entre le consommateur et l'agriculteur. La technologie permet au consommateur d'avoir cette relation directe, de comprendre comment les aliments sont cultivés, où ils sont cultivés, comment ils sont produits et de connaître leur empreinte carbone.

Je pense que la technologie permettra au consommateur d'avoir confiance et aidera à mettre en œuvre ce type d'infrastructure numérique, et à créer ce lien avec le consommateur. Si le Canada est le chef de file dans ce domaine, il va attirer des entreprises comme General Mills, PepsiCo, Danone, McCain ou Maple Leaf, qui voudront faire des affaires avec ces fermes canadiennes.

Je pense simplement qu'il s'agit d'une occasion importante qui ne devrait pas être négligée à l'heure actuelle. Si nous n'en profitons pas, je peux vous garantir que les Brésiliens sont actifs. Nous sommes présents sur ce marché. Aux États-Unis — les gens trouveront peut-être cela étrange —, il y a une plus grande ouverture à l'égard de certains de ces changements de gestion, comme c'est le cas en Australie, alors cette occasion ne durera pas éternellement. Je suggère vraiment que nous nous concentrons sur la façon d'en tirer parti.

Le président: Merci, monsieur Barnes.

Merci, monsieur MacGregor.

Voilà qui met fin à notre premier groupe de témoins. J'aimerais remercier M. Bryan Gilvesy, d'ALUS, ainsi que M. Wade Barnes et M. Bruce Ringrose, de Farmers Edge. Merci beaucoup d'être venus.

Je signale aux membres du Comité que nous allons reprendre rapidement, car nous n'avons pas beaucoup de temps. La pause ne durera que deux minutes.

Nous allons suspendre la séance pendant deux minutes. Merci.

● (1630) _____ (Pause) _____

● (1645)

Le président: Nous allons passer à la deuxième heure, pendant que nous travaillons à brancher Mme Donnelly.

Je souhaite la bienvenue à M. Duane Thompson, président du Comité de l'environnement de la Canadian Cattlemen's Association. Nous accueillons également Fawn Jackson, directrice, Politique et relations internationales.

[Français]

Je vous souhaite la bienvenue.

[Traduction]

De Terramera Inc., nous accueillons Aldyen Donnelly, conseillère spéciale, Marchés du carbone.

J'espère que nous pourrons régler votre son.

Entretiens, nous allons commencer par une déclaration préliminaire de la Canadian Cattlemen's Association, pour un maximum de sept minutes et demie.

Vous avez la parole. Merci.

Mme Fawn Jackson (directrice, Politique et relations internationales, Canadian Cattlemen's Association): Bonjour et merci de me donner l'occasion de comparaître devant le Comité pour discuter de la contribution environnementale de l'industrie canadienne du bœuf.

Je m'appelle Fawn Jackson et je suis directrice, Politique et relations internationales à la Canadian Cattlemen's Association, la CCA. Je suis accompagnée aujourd'hui de Duane Thompson, producteur de bœuf de la Saskatchewan et président du Comité de l'environnement de la CCA.

La CCA représente les 60 000 producteurs de bœuf du Canada. L'industrie du bœuf contribue à hauteur de 22 milliards de dollars au PIB du Canada tout en soutenant 348 000 emplois, mais ce qui est très important dans notre discussion d'aujourd'hui, c'est que l'industrie du bœuf est aussi un joyau méconnu en matière d'environnement et d'emplois verts. Bien que cela ne soit pas très connu en dehors de ce comité, dont les membres le savent parfaitement, la production de bœuf au Canada est en fait l'un des meilleurs outils dont nous disposons pour atteindre nos objectifs communs en matière de conservation et de changements climatiques, tout en offrant des emplois bien rémunérés aux familles canadiennes.

Le Canada est un chef de file en matière de production durable de bœuf. La Canadian Roundtable for Sustainable Beef, la CRSB a été créée pour promouvoir la durabilité au sein de l'industrie du bœuf et comprend une communauté d'intervenants qui travaillent en collaboration. Par l'entremise de la CRSB, le Canada a été le premier pays à créer un cadre certifié durable pour le bœuf, qui est utilisé aujourd'hui par les petits distributeurs directs, ainsi que par des entreprises comme McDonald et Chop Steakhouse. À la suite du leadership du Canada, d'autres administrations ont maintenant repris le modèle de la CRSB, et nous sommes heureux de vous en faire part.

Je suis ravie que Duane Thompson se joigne à moi aujourd'hui pour m'aider à mieux vous expliquer comment l'industrie du bœuf peut être un partenaire clé dans l'atteinte des objectifs environnementaux du Canada.

Allez-y, monsieur Thompson.

M. Duane Thompson (président, Comité de l'environnement, Canadian Cattlemen's Association): Merci, madame Jackson.

Notre famille exploite une ferme qui produit des bovins et des cultures près de Kelliher, en Saskatchewan, au nord-est de Regina. Nous sommes fiers de prendre soin de l'environnement dans notre travail d'éleveurs. Au Canada, les éleveurs de bétail s'occupent de 35 millions d'acres de prairies naturelles tempérées, et bien que cela ne fasse pas souvent les manchettes, cet écosystème de prairies disparaît plus rapidement que la forêt amazonienne. Depuis les années 1970, près de 75 % des prairies indigènes ont été détruites par la conversion des terres.

Lorsque les prairies disparaissent, les espèces qui en dépendent pour leur habitat disparaissent également. Il y a actuellement plus de 60 espèces en péril dans les prairies du Canada, qui ne subsistent que parce que la production de bœuf se poursuit dans les prairies indigènes. Les éleveurs de bovins de boucherie travaillent en étroite collaboration avec leurs partenaires en conservation sur l'habitat des prairies et le maintien et l'amélioration de la biodiversité afin de protéger l'écosystème des prairies. Le pâturage du bétail et la présence continue du bétail dans ces paysages exploités appuient la conservation des espèces qui dépendent des prairies indigènes, comme le tétras des armoises, la chevêche des terriers et de nombreux oiseaux chanteurs.

Dans le rapport de 2019 de l'Initiative de conservation des oiseaux de l'Amérique du Nord intitulé « *L'état des populations d'oiseaux du Canada* », on note que les populations d'oiseaux des prairies du Canada ont diminué de 57 % depuis 1970, et on souligne que: « de bonnes pratiques de pâturage sur les terres publiques et privées sont essentielles pour la création et le maintien d'habitats propices aux oiseaux de prairies. » À titre de mesure de conservation, le rapport recommande d'appuyer la production durable de bœuf engraisé dans des parcours naturels, et notamment la gestion bénéfique des pâturages et du foin. Sans la production de bœuf, ces prairies indigènes menacées risquent d'être converties et ces espèces en péril en subiront les conséquences.

Depuis 2015, notre industrie travaille dans le cadre du Partenariat relatif aux espèces en péril présentes sur les terres agricoles d'Environnement et Changement climatique Canada, connu sous le nom de PEPTA. Nous travaillons directement avec les producteurs de bœuf pour promouvoir et améliorer l'habitat d'une multitude d'espèces en péril. PEPTA s'est avéré être un excellent programme environnemental grâce à la collaboration avec le secteur bovin et les organismes de conservation.

Nous travaillons en étroite collaboration avec nos partenaires de conservation, dont Canards Illimités Canada, Conservation de la nature Canada, Oiseaux Canada et d'autres, afin de promouvoir et d'offrir des solutions de gestion et de conservation qui soient bénéfiques sur le terrain pour nos producteurs. Récemment, Canards Illimités Canada a lancé son site Web Beef Belongs, qui souligne le rôle essentiel que jouent les bovins de boucherie dans la santé et l'amélioration des prairies, des terres humides et de la biodiversité des sols au Canada. « Élever du bœuf au Canada est bon pour l'environnement. »

Le pâturage par le bétail est essentiel à l'épanouissement des prairies indigènes complexes. Ces prairies laissées sans pâturage sont pour l'essentiel perdues à cause de la progression naturelle vers des habitats dont la valeur de conversion est plus faible avec, par exemple, l'implantation des broussailles et des arbres. En générant des revenus grâce à des pratiques de pâturage durables, les éleveurs aident à faire en sorte que les prairies indigènes ne soient pas converties à d'autres utilisations.

En ce qui concerne les changements climatiques, les pâturages et les terres humides gérés par les producteurs de bœuf au Canada sont des puits de carbone qui stockent, selon une estimation prudente, environ 1,5 milliard de tonnes de carbone. Les émissions de gaz à effet de serre de l'industrie canadienne du bœuf ne représentent que 2,4 % des émissions totales de gaz à effet de serre du Canada et 0,4 % des émissions mondiales.

Les émissions de gaz à effet de serre de notre industrie sont inférieures à la moitié de la moyenne mondiale et parmi les plus faibles

au monde. Aujourd'hui, l'industrie bovine produit plus de bœuf avec moins d'émissions de gaz à effet de serre, moins de terres et moins d'eau. Les réductions de l'empreinte environnementale de l'industrie du bœuf sont en grande partie attribuables à la génétique, à la santé animale et aux technologies qui améliorent l'efficacité de la production.

Nous en sommes très fiers, mais nous ne restons pas les bras croisés. Partout au Canada, les producteurs continuent d'innover et de chercher de nouvelles façons d'être durables et d'aider l'environnement.

En Colombie-Britannique, les producteurs de bovins mènent des études pilotes sur l'utilisation du pâturage du bétail pour réduire les charges de combustibles sous les canopées forestières afin de diminuer le risque d'incendies de forêt. Les études portent sur la mise au point d'une technologie de clôture virtuelle qui changera la donne de façon novatrice pour les stratégies de pâturage tournant, la gestion des feux de forêt et l'amélioration de l'habitat des espèces dans les zones de pâturage éloignées.

La perte et le gaspillage d'aliments demeurent un sujet de discussion important dans le système alimentaire canadien. Les éleveurs de bétail sont de merveilleux supracycleurs. Par exemple, les sous-produits des céréales que nous produisons sur notre ferme, comme la paille et les tiges qui restent après la récolte du grain, peuvent être donnés au bétail, et il en va de même pour les céréales qui sont destinées aux marchés alimentaires, mais qui ne répondent peut-être pas aux normes élevées requises pour le marché des céréales parce qu'elles ont été gâtées ou chauffées.

• (1650)

Cet exemple va beaucoup plus loin que notre propre ferme. Le bétail se nourrit de sous-produits vinicoles ou de brasserie, de produits flétris et de sous-produits de la production de canola. Au début de la pandémie, l'année dernière, une grande quantité de pommes de terre, qui ne pouvait plus être acheminée vers les restaurants, a servi à nourrir le bétail au lieu d'aboutir dans les sites d'enfouissement.

En terminant, il est important de souligner que l'an dernier, l'industrie bovine canadienne s'est fixé des objectifs ambitieux pour 2030 en matière de réduction des gaz à effet de serre et de séquestration du carbone. Notre industrie s'est également engagée à préserver les 1,5 milliard de tonnes de carbone actuellement stockées dans l'environnement. Nous allons également séquestrer 3,4 millions de tonnes supplémentaires de carbone par année afin de réduire de 33 % l'intensité des émissions de gaz à effet de serre de notre production primaire d'ici 2030.

Le président: Je vous remercie, monsieur Thompson.

Nous allons faire une tentative avec Mme Donnelly en espérant que cela fonctionnera.

Si vous voulez faire un essai, vous avez sept minutes et demie. Nous verrons si la connexion se fait bien.

Mme Aldyen Donnelly (conseillère spéciale, Marchés du carbone, Terramera Inc.): Si vous n'aimez pas ce que je dis, vous n'aurez qu'à prétendre que la connexion est mauvaise et la couper.

Le président: Nous sommes ravis d'entendre votre témoignage et vos questions. Je vous invite à faire un essai et j'espère que cela fonctionnera.

Mme Aldyen Donnelly: Monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité, je vous remercie de m'avoir invitée à m'adresser à vous aujourd'hui.

Je m'appelle Aldyen Donnelly et je me joins à distance, de mon domicile situé dans le territoire traditionnel des nations Squamish, Musqueam et Tsleil-Waututh.

Je suis conseillère principale en matière de marchés du carbone chez Terramera, une entreprise de technologie agricole de Colombie-Britannique. Je suis également cofondatrice et principale actionnaire de Nori, Inc., une entreprise de démarrage faisant appel à la technologie de la chaîne de blocs, créée il y a trois ans et demi. Nous sommes en train de bâtir aux États-Unis un marché transparent, crédible et accessible aux agriculteurs pour l'élimination du carbone. Le siège social de Nori est à Seattle, dans l'État de Washington.

Du milieu des années 1990 jusqu'à l'an 2000, j'ai fondé et dirigé le Greenhouse Emissions Management Consortium qui comptait, parmi ses membres, 14 des principaux émetteurs de gaz à effet de serre du Canada de l'époque. À ce titre, j'ai recueilli les fonds privés qui ont permis de lancer le projet sur le bilan carbone dans les sols des prairies, un partenariat public-privé créé dans le cadre de l'initiative d'investissement de contrepartie d'AAC. En octobre 1999, au nom des grands émetteurs canadiens, j'ai signé le premier accord au monde visant l'achat de crédits pour la réduction des émissions auprès d'agriculteurs. Je suppose que cela veut dire que je travaille dans le domaine depuis un bon bout de temps.

Le travail de Terramera vise surtout à trouver des moyens de mettre l'intelligence de la nature au service des agriculteurs afin qu'ils prennent des décisions éclairées en matière de gestion de leurs terres. Nous mettons au point des logiciels et des outils d'analyse pour aider nos producteurs d'aliments et de fibres forestières à améliorer la santé des sols et à accroître la productivité des nutriments, à atténuer le risque climatique, à obtenir des rendements financiers plus stables à la ferme et à léguer aux générations futures un sol plus résilient. Le stockage de carbone organique dans le sol est l'une des rares mesures qui nous permettent d'atténuer les risques climatiques, tout en construisant un écosystème plus résilient et plus productif en prévision des changements climatiques.

J'insiste sur l'importance que les législateurs et les influenceurs canadiens saisissent cette occasion de faire connaître au reste du monde une nouvelle voie vers un véritable marché de solutions climatiques naturelles. Le Protocole de Montréal a propulsé le Canada comme chef de file mondial. Nous avons maintenant une deuxième chance d'orienter le monde vers des solutions essentielles et réalisables en matière d'atténuation des risques climatiques et d'adaptation.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Canada se classe parmi les cinq premiers pays au monde, aux côtés de la Russie, des États-Unis, de la Chine et du Brésil, pour leur potentiel de retirer de l'atmosphère les gaz qui retiennent la chaleur et de stocker le carbone ainsi récupéré dans les sols et les systèmes racinaires. Selon certaines études, il se classe au deuxième rang.

Selon une analyse publiée récemment par d'éminents scientifiques canadiens, nos terres cultivées et nos pâturages ont la capacité de séquestrer 78 millions de tonnes supplémentaires d'équivalent CO₂ par année d'ici 2030. Cela représente 25 à 35 % de la réduction nationale que nous devons atteindre par rapport à nos ni-

veaux d'émissions de 2019 pour respecter nos objectifs de l'Accord de Paris d'ici 2030.

Quelle est la situation réelle? Après 18 années d'expérimentation, les initiatives de crédits compensatoires, à participation volontaire et obligatoire, lancées dans d'autres pays n'ont pas réussi à mobiliser un investissement suffisant dans la réduction et la séquestration des gaz à effet de serre. Et cela dans tous les secteurs, pas seulement l'agriculture.

Depuis 2002, les initiatives de crédits compensatoires à participation volontaire et obligatoire ont permis, dans leur ensemble, d'octroyer et de retirer moins de 2,5 milliards en crédits. Cela semble beaucoup, mais même si la totalité de ces crédits avait eu la valeur sous-jacente d'une tonne de dioxyde de carbone de moins dans l'atmosphère ou séquestrée dans le sol, ces crédits retirés ne représentent que 10 à 15 % des émissions de gaz à effet de serre relâchées dans l'atmosphère au cours d'une année par les grands émetteurs du monde. Cette expérience a donc peu de valeur d'un point de vue statistique.

Les législateurs canadiens et les autres acteurs du domaine doivent travailler ensemble pour guider le monde sur une nouvelle voie. Pour le Canada, ce pourrait être une occasion semblable au Protocole de Montréal. Il est temps que nous prenions les devants et montrions au monde comment bien faire les choses, comme nous l'avons fait quand il a fallu sortir de nos chaînes d'approvisionnement les substances dont les rejets causaient des trous dans la couche d'ozone.

Le Canada est bien placé pour mettre en place les premières solutions climatiques naturelles vraiment efficaces et fonctionnelles et les faire connaître au reste du monde. Nous essayons de promouvoir de nouveaux marchés qui récompensent les services écosystémiques, et non de nouveaux programmes de subventions sous-financés qui imposent aux agriculteurs des pratiques de gestion des terres.

● (1655)

Dans le texte de mon allocution préliminaire, je formule six recommandations précises sur ce que nous devons faire. Je vais m'interrompre ici et je vous invite à prendre connaissance de mon mémoire dès que vous l'aurez.

Le président: Je vous remercie, madame Donnelly. Jusqu'à maintenant, tout fonctionne bien.

Madame Rood, vous avez six minutes, allez-y. Je souhaite également la bienvenue à M. Alex Ruff dans le groupe de témoins. Je pense que vous vous partagerez votre temps de parole.

C'est à vous, madame Rood.

Mme Lianne Rood (Lambton—Kent—Middlesex, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie également les témoins d'être parmi nous cet après-midi.

Madame Donnelly, la semaine dernière, nous avons entendu des représentants d'Environnement Canada dire que les agriculteurs ne devraient obtenir de crédits compensatoires que pour les pratiques qu'ils n'ont pas déjà mises en place. Je pense que vous avez dit qu'il ne fallait pas pénaliser ceux qui avaient été les premiers à mettre en place les mesures d'atténuation et de captage du CO₂.

Autrement dit, j'aimerais savoir si vous êtes d'accord avec les représentants d'Environnement Canada pour dire que les agriculteurs ne devraient pas recevoir de crédits pour les mesures qu'ils ont déjà ou qu'ils auraient prises.

Selon vous, comment un marché de crédits carbone devrait-il fonctionner pour inciter financièrement les agriculteurs à séquestrer le carbone dans le sol?

• (1700)

Mme Aldyen Donnelly: Je dois répondre que non, je ne suis pas d'accord avec l'idée de ne pas accorder de crédits aux agriculteurs qui ont pris des mesures précoces, mais en même temps, j'ai beaucoup d'empathie pour les fonctionnaires et je comprends pourquoi c'est leur point de départ. Nous devons seulement leur donner les outils dont ils ont besoin pour s'assurer qu'ils ne finiront pas par prendre cette décision.

J'ai quelques remarques à faire. Premièrement, pour ce qui est de la solution, dans le marché de Nori, toute décision prise par vous ou quelqu'un d'autre sera un compromis. Nous avons sondé énormément d'acheteurs très intéressés par ce marché et recueilli un soutien parmi la communauté des acheteurs en faveur de notre projet d'émission de crédits. Il y a deux critères. Le carbone déjà stocké dans le sol change en fonction des nouvelles pratiques adoptées après le 31 décembre 1999. J'aime beaucoup la date proposée par Bryan Gilvesy, celle de Kyoto 1997. Aux États-Unis, nous avons choisi 1999 pour la simple raison que nous avons découvert que nous avions des difficultés à avoir accès à des données antérieures à cette année-là et que cela nous imposait des contraintes. Nous nous sommes également dit que nous allions émettre des crédits acquis seulement pour une durée maximale de cinq ans à l'égard de tout projet.

Quand vous adoptez un modèle comme celui-ci, il faut se demander ce que signifie la date « pas avant le » pour l'investissement qui déclenche le changement graduel des stocks de carbone par rapport au nombre d'années de crédits que vous obtiendrez. Toute décision que nous prendrons sera arbitraire, mais je pense qu'il est très important de s'attaquer à cela et d'en arriver à une décision consensuelle d'accorder des crédits aux agriculteurs qui ont été les premiers à adopter ces pratiques.

Ma deuxième remarque concerne le fait que dans toute variation du plafond et des règles commerciales — du moins à l'extérieur du Canada —, tout producteur pétrolier ou exploitant de raffinerie dont l'intensité des émissions est inférieure à celle de leurs pairs obtient des quotas d'émissions échangeables ou excédentaires en contrepartie de son rendement, même si cela fait 25 ans qu'il obtient ce rendement.

Pourquoi donnerions-nous des crédits aux raffineries de pétrole qui ont pris des mesures précoces et pas aux agriculteurs? Je ne comprends pas cette logique.

Mme Lianne Rood: Je vous remercie beaucoup.

Je cède le reste de mon temps de parole à M. Ruff.

M. Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Merci de m'accueillir au comité de l'agriculture. Mes questions sont pour la Canadian Cattlemen's Association.

Je tiens d'abord à vous dire que je suis d'accord avec votre témoignage, comme une multitude d'éleveurs de ma circonscription de Bruce—Grey—Owen Sound. Ils produisent le meilleur bœuf de

l'Est canadien — je le précise pour éviter de froisser mes collègues de l'Ouest.

Dans votre témoignage, vous avez dit à quel point il était essentiel que nos producteurs de bovins fournissent un habitat aux espèces en péril qui ont besoin de ces pâturages pour survivre. J'aimerais que vous nous parliez brièvement des avantages que ces terres de pâturage représentent pour les espèces, la biodiversité en général et la santé du bétail en pâturage.

Mme Fawn Jackson: Je vous remercie. Je vais répondre à certaines de vos questions et je donnerai la parole à mon collègue Duane Thompson.

Il est certain que nous constatons que, si le pâturage se déroule bien, nous en retirons une diversité d'avantages, par exemple un enrichissement de la biodiversité, le rétablissement de terres humides, l'atténuation des inondations. Tous ces avantages s'additionnent et je pense que c'est une excellente chose, surtout pour les acteurs du marché qui s'intéressent à la réduction des gaz à effet de serre, mais aussi aux effets connexes.

À titre d'exemple, l'Australie a mis en place, en collaboration avec Microsoft, un projet dans le cadre duquel elle a acheté des crédits compensatoires de carbone, tout en profitant de tous ces avantages connexes sur la biodiversité.

Ces dernières années, il a vraiment été intéressant de voir que les organisations de conservation ainsi que la communauté des agriculteurs et des éleveurs nous ont emboîté le pas. En jumelant l'expertise du producteur, qui connaît bien la terre, et celle des biologistes et des spécialistes des zones riveraines, il a été possible d'obtenir des résultats fabuleux. Je pense que nous devons reproduire cette collaboration.

M. Alex Ruff: Merci beaucoup pour cette réponse, madame Jackson.

Ma prochaine question est pour vous ou pour M. Thompson. Vous avez dit combien la séquestration du carbone était importante pour les éleveurs de bovins, tout en faisant remarquer que ces initiatives ne font malheureusement pas souvent la manchette dans les médias.

En tant que parlementaires, que pouvons-nous faire pour dissiper les mauvaises nouvelles et valoriser le rôle de premier plan des producteurs bovins dans la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement en général?

• (1705)

Mme Fawn Jackson: Je suis heureuse d'entendre cette question et je dois admettre que nous avons tenu pour acquis pendant trop longtemps que les Canadiens étaient connectés au milieu agricole et comprenaient vraiment ce qui se passait dans les fermes. Nous sommes tout à fait conscients que nous devons avoir un sérieux débat avec les Canadiens pour les aider à comprendre que la production bovine au Canada préserve un écosystème indigène, un écosystème menacé, indissociable du bon rendement de l'écosystème agricole du Canada. Nous sommes donc pleinement conscients de cela.

Par exemple, nous avons travaillé en partenariat sur un film intitulé, en anglais, *Guardians of the Grasslands*. Je vous exhorte tous à le voir. Parlez-en dans vos réseaux, c'est vraiment intéressant. Je vous remercie pour cette question.

Le président: Je vous remercie, madame Jackson. Nous sommes à court de temps.

C'est maintenant au tour de M. Ellis.

Allez-y, monsieur Ellis, vous avez six minutes.

M. Neil Ellis (Baie de Quinte, Lib.): Je vous remercie, monsieur le président.

Je remercie les témoins de leur présence. Je pose ma première question aux deux témoins.

Dans son rapport intitulé *L'Agriculture écologiquement durable au Canada*, Agriculture et Agroalimentaire Canada explique que, depuis 2005, les provinces, avec l'appui du gouvernement fédéral, travaillent avec les agriculteurs pour les aider à mettre en place des plans de gestion agroenvironnementale afin de réduire leur impact de leurs activités sur l'environnement. Le rapport indique toutefois que les pressions économiques et le manque de temps empêchent souvent les agriculteurs de mettre pleinement en œuvre les pratiques de gestion bénéfiques prévues dans leurs plans.

Que pourrait faire le gouvernement fédéral pour soutenir les agriculteurs dans la mise en œuvre de leurs plans de gestion agroenvironnementale et de quelles manières les pressions économiques peuvent-elles freiner les agriculteurs dans la mise en place de ces plans?

Mme Aldyen Donnelly: Je commence?

M. Neil Ellis: Oui, vous pouvez commencer.

Mme Aldyen Donnelly: Les agriculteurs ont besoin de revenus provenant de nouvelles sources, pas seulement de la chaîne d'approvisionnement, mais de l'extérieur. Cette possibilité qui leur est offerte de séquestrer du carbone dans leurs sols, tout en adoptant des pratiques qui réduisent la pollution de l'eau, augmente les taux de filtration et de rétention de l'eau et procurent une panoplie d'avantages pour la biodiversité. En fait, cela pourrait être l'occasion idéale de fournir ou d'augmenter les fonds dont les agriculteurs ont besoin pour adopter les nouvelles pratiques de gestion des terres que les spécialistes recommandent.

Mme Fawn Jackson: J'ajouterais que, par l'entremise du programme durable certifié de la Table ronde sur le bœuf durable — axé sur les résultats afin que les éleveurs puissent choisir comment ils aimeraient atteindre les résultats souhaités —, les plans de gestion agroenvironnementale ont été très utiles pour certains producteurs, en ce sens qu'ils démontraient ce qu'ils avaient été capables de faire.

Ces plans ont certes été un outil utile, mais je répète que ce n'est pas le seul outil. Nous devons nous assurer d'avoir un chiffre.

M. Neil Ellis: La Canadian Cattlemen's Association a, en quelque sorte, atteint ses objectifs pour 2030. Pouvez-vous nous expliquer ces objectifs? Si vous vous étiez fixé d'autres objectifs avant ceux-là, aviez-vous établi des cibles à atteindre avant 2030?

Mme Fawn Jackson: Nous nous sommes fixé un certain nombre d'objectifs. Je suis ravie de vous en faire part et de vous démontrer que nous prévoyons les atteindre. Certains consistent à sauvegarder les 35 millions d'acres de prairies indigènes. Je signale que ce sont des prairies indigènes mais il y a, bien sûr, toutes les prairies cultivées et les terres à foin qui offrent également un habitat aux pollinisateurs ainsi que tous les autres bienfaits. L'objectif est de les protéger et de protéger également le carbone stocké dans ces sols.

Nous voulons séquestrer 3,4 millions de tonnes de carbone de plus chaque année et réduire de 33 % l'intensité de nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030.

Il est vraiment important d'examiner la vaste gamme de politiques gouvernementales mises de l'avant actuellement face aux changements climatiques et de s'assurer qu'elles n'entraînent pas de conséquences non voulues dans leur interaction. Je tenais à le souligner.

M. Neil Ellis: Madame Donnelly, vous n'avez pas eu le temps de parler de vos six recommandations.

Pouvez-vous nous les expliquer?

Mme Aldyen Donnelly: Bien sûr.

La plus importante, c'est de saisir l'occasion. Il est nécessaire de mettre en place des protocoles de quantification et d'octroi de crédits compensatoires. Ce sont en fait deux choses très différentes qui tiennent compte des leçons tirées des expériences menées dans d'autres États. Les marchés de compensation existants ont échoué. Nous avons beaucoup appris de ces expériences. Il est maintenant temps de mettre en place le système qui va vraiment fonctionner.

De nos six recommandations, la deuxième chose vraiment importante qu'il faut retenir, c'est que, dans les années 1990, les experts, la communauté agricole et AAC ont tous convenu que pour que ce marché fonctionne, il était essentiel de créer et de maintenir, d'un bout à l'autre du pays, un réseau de sites expérimentaux où nous effectuons des tests rigoureux sur les éléments nutritifs des sols et des végétaux et publions les données afin que l'ensemble de la communauté agricole puisse savoir ce que contiennent ces sols. En fait, le Canada s'est engagé à créer et à maintenir ce réseau dans les années 1990. Le financement s'est tari vers 2005.

Le département de l'Agriculture des États-Unis a fait la même chose. Il a obtenu du financement en 2002. Les Américains ont dit que c'était l'épine dorsale indispensable. Le département a distribué tout le financement requis pour faire ce qui devait être fait aux États-Unis sous forme de subventions. Les Américains disaient que les Canadiens faisaient la bonne chose et qu'ils devaient s'en inspirer. En 2009, leur financement a été interrompu.

Ces expériences nous ont appris que nous devons bâtir cette épine dorsale, ce réseau de sites expérimentaux. Nous devons le bâtir de façon à ce qu'il soit perçu comme une infrastructure clé capable d'attirer des capitaux privés, afin que nous ne soyons plus obligés de dépendre des fonds du gouvernement qui risquent d'être coupés et de disparaître dans cinq ou sept ans.

● (1710)

M. Neil Ellis: J'adresse ma dernière question à la Canadian Cattlemen's Association.

Depuis la tarification de la pollution, quelles mesures votre association ou votre industrie a-t-elle prises pour faciliter la transition vers des pratiques plus écologiques?

Mme Fawn Jackson: Nos objectifs environnementaux font certes partie de ces mesures. Actuellement, nous mettons l'accent surtout sur les marchés du carbone et l'établissement de protocoles efficaces qui reconnaîtront les pratiques utilisées par les producteurs de bœuf afin que nous puissions accroître notre contribution.

Il existe d'autres exemples. Je pourrais continuer à vous en parler longuement.

M. Neil Ellis: Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Ellis.

Madame Jackson, je vous remercie également.

C'est maintenant au tour de M. Perron.

Vous avez six minutes, monsieur Perron.

[Français]

M. Yves Perron: Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être parmi nous aujourd'hui. Je commencerai par Mme Jackson.

Madame Jackson, vous parlez d'un aspect très intéressant, soit l'idée de préserver les pâturages indigènes, les espèces naturelles et tout cela. Comment cette préservation peut-elle contribuer à créer un équilibre avec la production des gaz par le bétail? Ce sont souvent des arguments qu'on nous présente. Comment parvient-on à un équilibre? Y a-t-il une façon de le mesurer?

[Traduction]

Mme Fawn Jackson: Oui, tout à fait. Nous avons fait beaucoup d'efforts pour nous assurer de pouvoir mesurer ces émissions et nous fixer des objectifs pour les réduire.

Comme l'a mentionné M. Thompson dans ses commentaires, notre empreinte carbone équivaut à la moitié de la moyenne mondiale. Nos producteurs, en partenariat avec des vétérinaires, des nutritionnistes et des chercheurs qui continuent à améliorer les choses, sont certes déterminés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, il y a cet incroyable stockage du carbone. Je pense que nous n'avons pas encore pleinement compris à quel point ce carbone est stable, non plus que la possibilité d'en séquestrer encore davantage dans ces prairies grâce à des pratiques ciblées de gestion du pâturage. Beaucoup de gens ont entendu parler des émissions produites par la production de bœuf, mais jamais de la séquestration du carbone. Nous devons nous assurer de comprendre la situation dans son ensemble.

[Français]

M. Yves Perron: Je vous remercie.

J'aimerais aussi que vous me parliez davantage, M. Thompson ou vous-même, des zones de broutement, en expérimentation, qui ont pu prévenir des feux de forêt en Colombie-Britannique. Pouvez-vous me donner un peu de détails à ce sujet?

[Traduction]

M. Duane Thompson: Je ne suis pas expert en la matière, mais le bétail dans un environnement forestier a la capacité, grâce au pâturage, au piétinement et à l'occupation des lieux, de réduire au minimum les broussailles et cette source de combustible, réduisant ainsi les risques d'incendies majeurs comme nous en avons déjà connus.

Dans le passé, on faisait de petits feux pour maintenir ces sous-bois sous contrôle. De nos jours, en raison de la proximité des zones urbaines, ces petits feux ne sont plus acceptables. Le bétail peut jouer le même rôle, maintenir les sous-bois sous contrôle et, espérons-le, atténuer les risques d'incendie.

• (1715)

[Français]

M. Yves Perron: Je vous remercie.

C'est un bel exemple d'interaction entre les milieux.

Madame Donnelly, lors des questions posées par ma collègue plus tôt, vous avez insisté sur l'importance des unités de mesure et de reconnaître la contribution des producteurs précédents.

Vous prétendez que nous sommes capables de mesurer, en fonction de la superficie d'une terre, l'état de la production, le niveau d'innovation des producteurs et ainsi avoir un point de départ équitable pour tout le monde, c'est-à-dire pour ceux qui sont encore des pollueurs plus importants et pour ceux qui ont déjà fait des efforts par le passé pour obtenir des crédits.

Ai-je bien saisi vos propos?

[Traduction]

Mme Aldyen Donnelly: Oui, tout à fait. Vous m'entendrez rarement utiliser le mot « mesurer ». Par défaut, j'emploie le mot « estimer ». Nous estimons les impacts des changements dans les méthodes de travail, les techniques de gestion et de traitement des sols, par rapport à une norme de référence, et nous constatons des incertitudes passablement élevées dans ces estimations. Toutefois, si nous comparons les tendances au fil du temps à l'aide des techniques que nous connaissons actuellement, nous pouvons établir une méthode de quantification et d'émission de crédits suffisamment fiable pour créer un marché qui suscite la confiance, à condition d'intégrer des intervalles d'incertitude dans nos estimations. C'est le gros changement. Pour pouvoir nous fournir des résultats d'analyses des sols accompagnés d'estimations tenant compte des incertitudes, les laboratoires devront désormais changer leur façon actuelle de fonctionner, mais nous savons comment y arriver. C'est le premier point.

Nous pouvons en parler davantage si vous le souhaitez, mais je pense aussi qu'il n'est pas difficile, une fois que le secteur privé connaît les intervalles d'incertitude, de proposer des récompenses financières et des contrats qui remboursent l'agriculteur ou l'éleveur au départ, en fonction d'une interprétation conservatrice des estimations, et de compléter le paiement avec le temps au fur et à mesure que l'incertitude diminue.

Il est possible d'intégrer au marché de crédits, dès le premier jour, des incitatifs à l'investissement dans l'innovation et la nouvelle technologie.

[Français]

M. Yves Perron: C'est parfait.

Merci beaucoup.

C'est une réponse très claire.

Dans votre allocution, vous avez mentionné que les programmes volontaires fonctionnaient peu. Par contre, plusieurs témoins nous disent qu'il est important de libérer la créativité locale, de donner de la flexibilité aux producteurs, pour qu'il y ait des innovations particulières. Je ne vois pas comment cela pourrait se faire dans le cadre d'un programme obligatoire.

Pouvez-vous approfondir votre pensée sur ce point?

[Traduction]

Mme Aldyen Donnelly: Peu importe que l'adhésion au programme soit volontaire ou obligatoire, il faut absolument éviter de prescrire des pratiques aux gestionnaires des terres. Il faut plutôt trouver ces méthodes d'estimation et de crédit dont je viens de parler afin de récompenser les résultats et de proposer les récompenses de manière à ce que les agriculteurs, les propriétaires fonciers, en obtiennent plus en fonction de leurs résultats.

Le président: Je vous remercie. Nous devons passer à la prochaine question.

Monsieur MacGregor, vous avez six minutes, allez-y.

M. Alistair MacGregor: Je vous remercie, monsieur le président.

Je vais commencer par la Canadian Cattlemen's Association. Je vais faire quelques brèves observations.

Monsieur Thompson, dans mon ancienne vie, j'ai passé huit ans à planter des arbres. L'un de mes gros fournisseurs de contrats était le Douglas Lake Ranch, en Colombie-Britannique. J'ai donc pu voir comment le bétail réduit le risque d'incendie de forêt grâce à la rotation des pâturages sur les terres.

Je tiens aussi à remercier l'Association d'avoir eu l'amabilité de m'inviter dans la région de l'Okanagan en septembre dernier. J'ai visité deux exploitations agricoles qui avaient remporté le prix de l'exploitation agricole durable décerné par votre association. Je suis allé au ranch Clifton à Keremeos et au ranch Carorso, à Oliver. Ces visites très instructives m'ont donné l'occasion de m'entretenir avec des éleveurs, d'aller voir les pâturages et de comprendre la relation entre le bétail et l'herbe, une relation qui n'a pas changé depuis des millénaires. Avant que nous ayons du bétail, nous élevions des bisons ici. Nous devons nous rappeler que les meilleures méthodes d'élevage imitent ce qui se passe dans la nature. Cette relation entre les végétaux et les animaux est donc indispensable et elle reproduit ce qui se passe depuis des millénaires.

Madame Jackson, vous avez déjà donné beaucoup d'information au Comité, mais brièvement, souhaitez-vous ajouter quelque chose quant aux recommandations que vous aimeriez voir dans notre rapport au gouvernement fédéral?

• (1720)

Mme Fawn Jackson: Je voudrais répéter combien il est important de mettre l'accent sur les résultats et de laisser les producteurs trouver eux-mêmes la solution. L'important, c'est de leur donner les moyens de la faire.

Je vais reprendre l'exemple de la foresterie. En Colombie-Britannique, si vous voulez installer des clôtures, il vous en coûtera autour de 20 000 \$ par kilomètre. Nous avons besoin de clôtures virtuelles pour pouvoir... nous avons besoin d'investissements pour stimuler l'innovation, pour mettre en place des pratiques qui profitent à tout le monde.

M. Alistair MacGregor: Certainement. Cela m'intéresse beaucoup. C'est la première fois que j'entends parler de clôtures virtuelles, mais c'est vrai, ce n'est pas facile de trouver une solution dans notre province. Elle ressemble à une moquette toute bosselée. Nous finissons toujours par rencontrer une chaîne de montagnes.

Je vous remercie pour votre réponse, madame Jackson.

Je passe maintenant à Mme Donnelly. Dans votre site Web, on peut lire qu'il est possible d'extraire de l'atmosphère quelque 78 gi-

gatonnes de CO₂ et de les séquestrer dans le sol. Je suppose qu'il s'agit du volume annuel, du volume potentiel que nous avons chaque année.

Mme Aldyen Donnelly: Oui, il faut du temps pour y arriver. Dans une publication qui vient de paraître vendredi dernier, la communauté scientifique estime que nous pourrions obtenir 78 millions de tonnes par année d'ici 2030 et que nous aurons besoin des neuf prochaines années pour atteindre ce chiffre, avec une moyenne inférieure à 78 millions de tonnes.

Ce qui est vraiment intéressant, c'est que notre capacité théorique de stocker une quantité supplémentaire de carbone dans nos sols correspond à peu près à nos estimations actuelles des stocks de carbone organique dans le sol. En théorie, il est impossible de constituer des stocks de carbone dans le sol plus rapidement que la nature le fait, mais cette capacité de séquestrer une quantité supplémentaire de 70 à 80 millions de tonnes par année persiste depuis certaines d'années.

M. Alistair MacGregor: Oui, je me posais la question. Quand nous avons parlé aux scientifiques d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, ils ont mentionné qu'il serait utile d'avoir des cartes des sols à jour pour le Canada.

Mme Aldyen Donnelly: Oui, c'est vrai.

M. Alistair MacGregor: Je vois que vous hochez la tête, souhaitez-vous ajouter quelque chose à ce sujet? De plus, je sais que les sols du Canada sont très diversifiés, mais a-t-on une idée de la capacité maximale de stockage du sol, là où il est tout simplement impossible de stocker davantage? Je sais que c'est un processus. Le sol absorbe une certaine quantité de carbone, mais il en rejette également quand nous cultivons des végétaux.

Mme Aldyen Donnelly: Je ne peux pas vous donner une réponse claire. Théoriquement, il y a une quantité maximale, qui est... Je ne vais pas faire les calculs dans ma tête. C'est l'équivalent de 80 milliards de tonnes de CO₂.

M. Alistair MacGregor: D'accord. Avez-vous quelque chose à dire au sujet des cartes des sols à jour? Pouvez-vous nous donner une idée de ce que vous souhaitez que nous recommandions?

Mme Aldyen Donnelly: Il y a une foule de bonnes raisons, qui n'ont rien à voir avec le carbone, de mettre à jour les cartes des sols. Je vais les laisser de côté pour l'instant. Je vais vous répondre, comme quelqu'un qui essaie de bâtir un marché. Dans la vraie vie et dans la nature, nous savons que théoriquement, il est possible d'augmenter la quantité maximale chaque année; pour ce qui est des stocks de carbone dans le sol, c'est une augmentation d'environ 1 % du stock antérieur. Si j'essaie de créer un marché et de déterminer la valeur monétaire de toutes les données en ma possession, en m'appuyant sur une bonne carte des sols, je peux faire le calcul. Si j'obtiens un pourcentage supérieur à 1 % par année, ce résultat est probablement erroné.

Si je travaille dans un marché avec une bonne cartographie des sols, je peux attirer du financement parce que cela me donne une sorte d'assurance. Si je m'appuie sur une carte qui n'a pas été mise à jour depuis 1991, je n'ai pas la marge de 1 % pour l'assurance de la qualité et le contrôle de la qualité que je peux intégrer à mon dossier de financement.

• (1725)

M. Alistair MacGregor: Vous devez savoir où vous êtes rendu si vous voulez savoir où vous allez.

Mme Aldyen Donnelly: Oui.

Le président: Je vous remercie, madame MacGregor, pour ces paroles de sagesse.

Merci également à vous, madame Donnelly.

C'est maintenant au tour de M. Steinley.

Vous avez cinq minutes, monsieur Steinley.

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie également les témoins de leur présence.

Madame Jackson, j'ai été vraiment étonné de vous entendre dire que les politiques gouvernementales ont des « conséquences non voulues ». Nous venons de faire une étude sur le projet de loi du député Lawrence visant à exempter certains combustibles de la taxe carbone.

Diriez-vous que l'une de ces conséquences non voulues est le fait que cette politique ratisse trop large? Par exemple, elle ne propose aucune solution de rechange pour le chauffage des granges, ni pour les pompes d'irrigation ou les séchoirs à grains? Pouvez-vous nous dire ce qu'en pensent les producteurs? M. Thomspon peut également intervenir.

C'est bien que le Comité entende le gros bon sens des gens de la Saskatchewan. Pouvez-vous nous en dire plus sur les conséquences non voulues que les politiques gouvernementales imposent parfois aux producteurs?

Mme Fawn Jackson: Nous pensons que la raison pour laquelle il faut exempter l'agriculture de la taxe carbone, c'est parce que nous n'avons pas d'autres options. Nous finissons simplement par déplacer la production alimentaire vers d'autres pays ou États par le biais de la fuite du carbone. En fait, il faut investir dans l'innovation et la technologie pour aider les producteurs à apporter des changements, quand cela est possible, et investir dans la recherche.

Je vais laisser M. Thompson, qui est à la fois agriculteur céréalier et éleveur de bovins, vous parler de l'impact de la taxe carbone sur son exploitation.

M. Duane Thompson: La conséquence non voulue de la taxe carbone, c'est qu'elle frappe très fort chez nous, étant donné que, lorsque nous devons fonctionner... Nous ne pouvons changer nos prix sur le marché. Nous sommes des preneurs de prix et, de plus, nous payons les taxes supplémentaires qui s'appliquent.

L'agriculture est un système et nous parlons des systèmes qui relient tout. Quand on vous impose une taxe supplémentaire... Je ne suis pas très au courant des autres conséquences, parce qu'il y a des combustibles que nous n'utilisons pas pour chauffer les granges et faire fonctionner la machinerie.

En ce qui concerne le carbone, quelqu'un a demandé tout à l'heure quelle quantité nous pouvions stocker. Nous pouvons peut-être stocker une quantité limitée de carbone, mais il n'y a pas de limite à la superficie des sols que nous pouvons intégrer à nos systèmes.

Je ne crois pas que cela ait un lien avec les conséquences non voulues, mais c'est mon opinion.

M. Warren Steinley: Je vous en remercie beaucoup.

Je vous transmets les salutations de mon collègue du caucus, M. Scheer, puisque vous résidez dans sa circonscription, à Kelliher.

M. Ellis a posé une question au sujet des plans agroenvironnementaux. Il a parlé d'un manque de suivi de la part des agriculteurs. J'ai un lien personnel avec ces plans. Mon cousin a établi environ 10 000 plans agroenvironnementaux dans le sud-ouest de la Saskatchewan, et il a dit que beaucoup d'agriculteurs faisaient un suivi, parce que les éleveurs et les producteurs savaient qu'en intégrant ces changements et ces investissements à leur plan agroenvironnemental et en appliquant ces politiques, ce serait bon pour les sols et qu'à long terme, ce qui est bon pour les sols est aussi bon pour les pâturages. Et cela améliore le rendement de la ferme.

J'ai apprécié votre commentaire sur le suivi des politiques environnementales que vous avez constaté et les plans établis par certains producteurs de votre Association. J'aimerais aussi entendre le point de vue de Mme Donnelly parce que je crois que les éleveurs et les agriculteurs canadiens utilisent ces plans plus qu'on le pense. J'aimerais savoir ce que vous en pensez.

M. Duane Thompson: Cela me touche personnellement, c'est certain. Les pratiques agricoles durables dont nous parlons, notre plan agroenvironnemental et nos pratiques de gestion exemplaires, pour lesquelles nous recevons des encouragements, toutes ces mesures sont très efficaces.

Concernant notre exploitation, les avantages dont nous avons pu profiter grâce à notre plan agroenvironnemental et à notre production bovine de qualité certifiée sont excellents pour la commercialisation, mais aussi pour nous, dans nos systèmes. En obtenant notre certification et en ayant un plan agroenvironnemental, nous pouvons démontrer aux clients notre engagement à l'égard de l'environnement.

• (1730)

Le président: Je vous remercie.

Désolé, nous n'avons plus le temps. Je vous remercie, monsieur Steinley.

Nous devons nous arrêter pile à l'heure parce que la salle est réquisitionnée pour d'autres comités. Nous devons donc nous arrêter là.

Je remercie M. Duane Thompson et Mme Fawn Jackson, de la Canadian Cattlemen's Association. Merci également à Aldyen Donnelly de Terramera Inc. Merci à tous de votre participation. Cela met fin à nos travaux pour aujourd'hui.

Nous retrouverons les collègues du Comité jeudi. Merci et bonne journée.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>